

Échec et mat.com

Rapport annuel 2006-2007



► Croissance

► Développement

► Alternative

► Groupe de Gnseng

*« Le monde ne peut connaître une relative sérénité
que si tous les habitants de la planète - et pas seulement
une minorité de privilégiés - vivent dans l'espoir
d'un avenir meilleur. »*

(James Wolfensohn, président de la Banque Mondiale de 1995 à 2005)



L'Agence canadienne de développement international (ACDI)
a participé financièrement à la réalisation de ce rapport.



Table des matières

Introduction – Écran chinois _____	6
Mot du président – Servir plutôt que se servir _____	7
Mot du secrétaire général – Le monde n'est pas un jeu _____	8
Mot de la directrice générale – Le roi, la reine _____	9
Premier coup _____	11
– Coûts après coups : échec et mat.com _____	13
Deuxième coup _____	29
– Histoire des trois « D » Dévaluation durable du développement _____	31
Troisième coup _____	37
– Une programmation en mouvement sur l'échiquier _____	39
Quatrième coup _____	45
– Ensemble la solidarité est un bien meilleur coup _____	47
Des personnes ayant contribué à la coopération de paysans à paysans _____	52
Post-scriptum _____	55
Un tableau comme un miroir _____	57



Introduction

Écran chinois

Dans un hall d'hôtel de Bamako, on pouvait suivre sur un écran de télévision chinois, les nouvelles de CNN portant sur l'armée canadienne en Afghanistan. Assis sur un fauteuil « made in China », en attendant que la Gouverneure générale du Canada mette le pied dans ce pays, j'étais accroché, à plat comme l'écran vissé au mur.

Les paravents chinois qui ont fait tant rêver, poussant l'imagination par-delà les limites d'autant de discrétion, ont cédé la place aux écrans plasmas géants, livrant grandeur nature des informations en temps réel. La plus grande fabrique du monde, permettant à la plus grande chaîne d'information du monde, de présenter les plus grandes catastrophes du monde. Voilà les symboles des nouveaux rois. Des rois pour qui la convergence sert à mettre des pions à travers la route des autres et qui se concentrent pour porter l'ultime coup, celui qui mettra l'autre échec et mat.

Dehors arrivait enfin cette Canadienne noire, représentante de la reine. La voilà chantante et dansante, ouvrant la «voix» d'une foule, folle de joie. Un long cortège savourant tout le plaisir de ce moment unique, lui faisait honneur. Cette grande dame, venue d'ailleurs, partageait le rythme de celles et ceux qui la recevaient. Elle était venue saluer la coopération entre les peuples, entre les êtres. On aurait pu croire qu'il s'agissait du paravent d'un autre état ou encore d'un écran, haute définition, mais je veux croire qu'il s'agissait là du véritable visage canadien de la coopération.

Elle était là, transcendée par la culture, la nôtre et la leur. Une culture non pas du paraître, mais de l'être. Elle était là, non pas comme un voleur ajouté, mais comme une valeur sûre, sûre d'elle-même. Elle était venue témoigner que la condition humaine repose d'abord sur les échanges humains; les échanges commerciaux en étant une conséquence et non pas la finalité. Peut-être, me suis-je imaginé tout ça. Cependant, il y a bien eu, ce jour-là, une relation de «peuple lié à peuple lié». Il y a bien eu les prémisses d'une véritable coopération. Celle qui donne suffisamment d'assurance pour convenir de rapports égalitaires.

Si ce jour-là, la très honorable Gouverneure générale représentait les valeurs que le Canada veut partager avec le reste du monde, il demeure qu'au quotidien, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) est en charge de cette mission. Nous avons besoin plus que jamais d'une agence de coopération à visage humain. Non pas pour donner l'illusion de plus de compassion, mais pour permettre, entre autres, à la société civile canadienne d'établir une relation de coopération basée sur les valeurs qui sont les nôtres et que nous défendons de génération en génération sur la scène internationale.

Une organisation comme l'Union des producteurs agricoles (UPA), créée depuis plus de 80 ans, désire partager et apporter sa contribution au développement. Chaque fois que des productrices et des producteurs se rencontrent, il n'y a pas que l'esprit fraternel qui est mis en valeur, il y a tout le savoir-faire des uns et des autres qui est mis au service du monde. Chaque fois, cela nourrit l'humanité et celles et ceux qui ont faim.



Mot du président

Servir plutôt que se servir

Lorsque j'ai fait le choix d'exercer la profession d'agriculteur, heureusement, je savais déjà ce qu'était « servir ». Je connaissais aussi le sens du mot « débrouillardise ». Depuis, presque à chaque instant, ce métier me ramène à la définition de ces valeurs.



Laurent Pellerin

Avec le temps et mon implication dans le milieu agricole, j'ai mieux saisi toute la portée du mot « dépassement ». Puis un jour, j'ai posé le pied, ou plutôt j'ai perdu pied sur une autre terre. Elle était africaine. Généreuse, elle aussi, mais toujours dans les limites de ce que la nature et les hommes lui offrent. Cette terre aride, portant en elle cette soif de vivre, fit monter en moi, telle une source, le sens de l'engagement. Un engagement qui ne se tarit jamais pour peu qu'on le cultive.

L'homme devant cette terre et cette terre devant l'éternité. L'homme et la terre faisant face à la vie. Les deux pourtant sources de vie, et en même temps émanant du don de la vie. Cette éternité face à notre témérité. Comment encore prétendre à l'égalité des chances ?

Chose certaine, cette quête n'est pas possible sans le partage. La coopération me le rappelle farouchement. S'il y a une valeur plus que jamais significative, c'est bien celle nous opposant à notre témérité et qui nous pousse vers le sens véritable de l'aventure humaine. Échec et mat, témoin de l'esprit de notre rapport, ce rapport aux autres et non pas celui qui nous oppose aux autres.

La meilleure expression de l'intelligence de l'homme ne devrait pas se mesurer à la finesse du coup fatal, mais bien à sa capacité à porter le coup final au parachèvement d'un monde plus juste. En ce sens, la coopération canadienne devrait permettre à la société qui l'abrite de partager ses valeurs, mais surtout, les moyens nécessaires à leur émergence.

Notre coopération de paysans à paysans est un exemple parmi d'autres, témoignant de la volonté des êtres humains d'unir leurs capacités afin de faire naître un développement digne de l'homme. Je ne dis pas que nous avons la solution parfaite. Je soutiens cependant que, de chaque occasion offerte pour mettre à contribution nos savoirs, germe des « coups de maître » et ces coups font fleurir de nouveaux horizons. Notre jeu n'est pas d'échecs. Il n'y a ni roi, ni pion; il est de terre. Sur l'autre terrain d'ailleurs, les astres qui gravitent autour se moquent pas mal de savoir qui terminera la partie. Ils espèrent seulement que le ou les vainqueurs ne termineront pas sur un jeu de terre... cuite.

Laurent Pellerin
Président



Mot du secrétaire général

Le monde n'est pas un jeu

*L*e monde n'est pas un jeu. On ne peut donc pas se jouer du reste du monde. Toutefois, qui ne souhaite pas avoir le plaisir de vivre, de s'épanouir, de contribuer à l'édification d'un monde qui serait toujours meilleur ?



André D. Beaudoin

Jeunes, nous avons tous et toutes joué à divers jeux. La plupart du temps, notre plaisir se trouvait dans le fait d'être ensemble, simplement et tout bonnement. À plusieurs, nous partagions un moment de vie précieux, puisqu'il marquait notre imaginaire et notre rapport aux autres. Nous aurions espéré qu'il nous prépare à faire face à la vraie vie, celle des grands. Cependant, à l'époque nous n'avions probablement pas cette conscience.

Maintenant que nous sommes dans ce grand monde, on peut se demander si la conscience en fait partie. Le jeu qui nous est proposé n'a rien d'un jeu de société. On a plutôt l'impression que les stratégies de la mondialisation reposent davantage sur le jeu d'échecs. Seul les grands maîtres assis à une même table cherchent à tirer profit de leurs bénéfices. Le jeu consiste à gagner à tout prix.

Notre rapport annuel met en opposition cette façon de jouer avec le monde et les aspirations des populations qui veulent changer de jeu. Elles voudraient pouvoir participer à un jeu de société dont les règles reposeraient sur des valeurs partagées. Une forme de troc du bonheur des uns et des autres. Un jeu où la victoire aurait un visage humain, où le résultat ne se traduirait pas par un gagnant, mais plutôt par un monde qui gagne. Un jeu qui ne ressemblerait en rien à ces jeux d'échecs dont les pions sont d'ébène, les fous d'or, les rois et les reines de diamants et les joueurs, perdants et gagnants, de marbre.

André D. Beaudoin
Secrétaire général



Mot de la directrice générale

Le roi, la reine

*L*e roi, la reine, je veux bien, mais pour qui au juste? Quant à nous, à travers nos interventions, nous avançons nos pions, petit à petit, case par case. Chaque coup est étudié soigneusement avec nos partenaires parce que nous jouons sur le terrain du vécu. Là où la pauvreté et l'analphabétisme cohabitent avec le savoir et l'obligation de résultats, car la vie en dépend plus souvent qu'autrement.



Marie-Christine Talbot

Chaque coup met en relief la perspicacité et la volonté d'agir. Au Mali et en Guinée, nos partenaires Faso Jigi et la Fédération des paysans du Fouta Djallon ont vu, entre autres, leurs capacités en gestion financière grandement améliorées. Avec *Les savoirs des gens de la terre* au Sénégal, une formation de paysans à paysans fait en sorte que des individus s'impliquent à fond dans leur propre développement, par des actions sur leurs entreprises et avec leur organisation paysanne. Au Burkina Faso, l'année a été marquée par la fin d'un projet d'appui aux filières bioalimentaires et le début d'un autre s'inscrivant dans la continuité. Il s'agit d'un appui à la consolidation de l'approche de concertation où chaque joueur tient un rôle important et dépendant des autres. L'année s'est aussi démarquée par le développement d'une politique d'égalité entre les femmes et les hommes ainsi que d'une politique agro-environnementale. Les deux tirent leur source des différentes expériences vécues sur le terrain.

Évidemment, il n'y a pas eu que des bons coups, mais globalement les avancées sont perceptibles, mesurables et dans certains cas tout simplement spectaculaires. Toutefois, ces avancées sont trop souvent tributaires de jeux qui se jouent au-dessus. On a l'impression qu'une partie de poker anime des joueurs compulsifs convaincus qu'ils vont remporter la mise. Comme toute personne qui a le sens du jeu, ils jouent seul, chacun pour soi.

Le problème est que dans le monde du jeu, au poker comme aux échecs, c'est l'individualisme qui prime. Dans le monde qui nous occupe et préoccupe, ce dont nous avons besoin, c'est d'un jeu de société. Un « jeu coopératif » faisant en sorte que tout le monde aurait des chances équitables de gagner tout en coopérant avec les autres joueurs pour vaincre certains obstacles et avancer significativement.

Le roi, la reine, je veux bien, mais jusqu'à aujourd'hui nous avons l'impression que le plus important c'est d'être à la Cour, même si le Royaume est en train de tomber. Le reste, ce sont des pions qui, de toute façon, n'ont pas la primauté.

Marie-Christine Talbot
Directrice générale



PREMIER *Premier coup*



« Dans un pays comme le Canada, les citoyens s'unissent autour de la nationalité civique qu'ils partagent, nationalité qui repose sur les valeurs de tolérance, de respect du droit et de compromis intelligent qui leur sont communes. Nous rassembler autour de ces valeurs, c'est nous donner une boussole pour orienter notre politique étrangère dans le monde où les certitudes absolues ont fait place au doute, à la fois sur ce qui nous attend et sur la voie à emprunter. »

Le Canada dans le monde, Énoncé du gouvernement, 1995, p.9

Coup appelé « Échec perpétuel » : la dame blanche ne parvient pas à mater le roi noir, mais elle peut le mettre en échec sans arrêt sans que rien ne puisse l'en empêcher. Malgré un lourd déficit matériel, les blancs s'en tirent à bon compte grâce à cet échec perpétuel. La partie est nulle.



*Coûts après coups : échec et mat.com*¹

1 État d'une situation troublante

1.1 La croissance ou le développement

Dans les dix dernières années, l'Aide publique canadienne au développement (APD) a mis au service de la coopération plusieurs pièces de son jeu. Indéfectiblement, et de façon de plus en plus ostensible, l'Aide publique au développement s'enlign, et peut-être même s'enlise, dans une stratégie concentrée et unidirectionnelle orientée vers la croissance économique. Cette dernière vise, en théorie, à mettre le sous-développement des pays partenaires échec et mat. Plus récemment, tenu en échec par cet « adversaire » et toujours aussi hagard devant le peu de résultats de cette stratégie, le Canada décide de « roquer² ». Du coup, il s'associe, tout en prouesse, à d'autres figures de proue pour une plus grande efficacité de ses coups et une meilleure efficacité de ses coûts.

En mars 2005, le Canada se joint donc à une vingtaine de pays donateurs et une trentaine de pays partenaires pour réaffirmer une vision, apparemment partagée, de la coopération pour le développement. De la Royale économie d'une nouvelle stratégie de la livraison de l'aide, naît la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*. De nouveaux pions³ allaient s'activer à constituer autour du roi une défensive assurant le respect par tous les joueurs, d'une nouvelle dynamique de jeu. Toutes les pièces, blanches et noires, entraînées dans une ronde commune, joueront la croissance économique contre la pauvreté.

Du haut de sa tour, cette déclaration pousse l'ensemble des pions des pays donateurs de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), sur un parvis pavé de bonnes intentions. Désormais, ces derniers agiront en concertation sur l'échiquier⁴ international, de manière à s'assurer que l'adversaire comprenne la stratégie poursuivie et s'y soumette.

De cette déclaration doit découler un mot d'ordre commun, permettant de déplacer toutes les pièces sur l'échiquier de façon à la fois concertée, efficace et durable :

- « Appropriation : les pays partenaires exercent une maîtrise sur leurs politiques et stratégies de développement et assurent la coordination de l'action d'appui du développement. »
- « Alignement : les donateurs font reposer l'ensemble de leur soutien sur les stratégies nationales de développement, les institutions et les procédures des pays partenaires. »
- « Harmonisation : les actions des donateurs sont mieux harmonisées et plus transparentes, et permettent une plus grande efficacité collective. »

¹ Tout au long du texte, nous ferons des références au jeu d'échecs, comme si la coopération s'était engagée dans une joute à finir avec le sous-développement.

² Au jeu d'échecs, déplacer le roi, pièce maîtresse du jeu, en péril de l'autre côté d'une tour ou d'une autre pièce du jeu d'échecs se déplaçant de façon horizontale ou verticale, pour se protéger.

³ Pièces du jeu d'échecs, en première ligne, un peu à l'image des soldats qui vont au front.

⁴ Table du jeu d'échecs composée d'une alternance de 64 (8 X 8) cases noires et blanches sur lesquelles se déplacent les pièces.



- « Gestion axée sur les résultats : gérer les ressources et améliorer le processus de décision en vue d'obtenir des résultats. »
- « Responsabilisation mutuelle : les donateurs et les pays partenaires sont responsables des résultats obtenus en matière de développement. »⁵

Comment ne pas adhérer à un énoncé aussi noble et généreux ? Toutefois, la véritable question provient peut-être des règles du jeu définies.

L'APD, telle que « proposée » par les pays donateurs signataires de la *Déclaration de Paris*, pose la question des rapports de domination entre le Nord et le Sud. Comme le suggère M. Pierre Bauby, directeur de la publication *La Lettre*⁶ :

- « Qui définit les objectifs et principes de la gouvernance démocratique comme “universels” ?
- Qui caractérise les valeurs d'État de droit, de droits de l'homme, de normes fondamentales du travail, d'économie de marché, de développement durable, comme “communes” » ?

Et l'auteur de conclure : « N'est-ce pas toujours l'Union européenne et plus largement les pays occidentaux qui “universalisent”, sans réelle prise en compte des histoires, des valeurs, des traditions, des cultures, et qui plaquent leurs références sur les autres, en leur demandant de se les approprier ? »⁷

N'avons-nous pas ici tous les arguments pour nous interroger sur l'efficacité de l'aide ?

1.2 Chronique d'une stratégie annoncée

La stratégie actuelle n'est pas le fruit de l'improvisation. L'expérimentation de plusieurs approches avait déjà été mise de l'avant pour atteindre la cible du développement via la croissance économique.

Dès 1944, les accords de Bretton Woods amènent la mise en place des institutions internationales que sont le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) qui deviendra la Banque mondiale (BM). Ainsi, l'Occident orientait ses fous, tours, cavaliers⁸ et compagnie sur la voie du développement par la croissance économique. Nous pouvons associer l'avènement des grandes institutions internationales à la naissance de la coopération entre les États dans le cadre du plan Marshall. Ce dernier était en quelque sorte un remède aux grandes catastrophes qui avaient mis le continent européen à genoux. Il s'agissait d'une coopération entre pays du Nord, de cultures et de valeurs un peu similaires et à une époque lointaine, non dans le temps, mais dans le chemin parcouru depuis lors.

Dans les années 70, la démarche fut ébranlée par la crise du pétrole qui insécurisa les pays du Nord, grands consommateurs d'hydrocarbures, et par la crise de l'endettement des pays du Sud, qui virent leur développement hypothéqué par le remboursement de leur dette extérieure. En prétendant développer leur économie et en leur accordant des crédits importants, on a poursuivi

⁵ Extraits de la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement*, Forum de haut niveau, Paris 28 février au 2 mars 2005, OCDE.

⁶ *La Lettre*, publication du Forum de Delfbes, Novembre-Décembre 2006, no 67.

⁷ Id. Éditorial.

⁸ Pièces du jeu d'échecs.



l'appauvrissement des populations du Sud. Les remboursements au service de la dette extérieure représentaient 96 % des exportations africaines totales en 1980 et 362 % en 1989⁹.

Au début des années 80, devant cette « contre-performance des pays pauvres » la coopération, sous l'influence des grandes institutions internationales, fait un grand « pas » dans le même sens, en renforçant les *Programmes d'ajustement structurel* (PAS).

En 1990, plus de 250 conflits civils ou régionaux perdurent sur la planète. Fait du hasard ou de conjoncture, ces années sont marquées par une diminution de l'APD canadienne et un écart de plus en plus grand des pays de l'OCDE par rapport à leur objectif fixé en 1969, lequel visait à consacrer 0,7 % du revenu national brut (RNB) à l'APD. En 2002, pour l'ensemble des pays de l'OCDE, responsables d'environ 95 % de l'aide totale, l'APD ne correspondait qu'à 0,23 % du RNB.

À l'aube du XXI^e siècle, un choc brutal surprend le monde et en particulier les promoteurs du modèle dominant. En 1999, lors de l'échec de Seattle, la mondialisation de la solidarité et le pouvoir de mobilisation de la société civile planétaire démontrent toute la fragilité de la globalisation de l'économie. Une fois de plus, fait du hasard ou de la conjoncture, en septembre 2000, l'Organisation des nations unies (ONU) adopte les Objectifs de développement du millénaire (ODM) portant plus spécifiquement sur des transformations sociales et des résultats à dimensions humaines¹⁰.

Dans cette foulée, les négociations sur les règles commerciales internationales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dites du Cycle de Doha, s'amorcent avec, en toile de fond, le développement des pays pauvres. Les représentants de ces pays, plus particulièrement ceux d'Afrique, se sont rapidement rendu compte que leur voix était entendue, mais non écoutée.

Comme pour éviter l'échec et mat sur l'échiquier des rapports Nord / Sud, les pays industrialisés optent pour « la stratégie du bâton et de la carotte ». Les pays du G8, réunis au Canada en juin 2002, adoptent le *Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique* (NEPAD) redéfinissant les relations entre les pays africains, bénéficiaires de l'aide, et les pays donateurs. Le NEPAD suggère, entre autres, que dorénavant les États africains partenaires soient « au volant de l'autobus du développement »... Et dans l'esprit du document, nous aurions pu imaginer une note de bas de page écrite dans une langue étrangère qui, selon notre compréhension de la réalité, aurait pu être formulée comme suit : « Les conducteurs de l'autobus du développement devront suivre la direction décrétée par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM), en accord avec les pays donateurs, soit la croissance économique par la libéralisation des marchés. »¹¹

Si la carotte est devant le pare-brise de l'autobus, elle est bien attachée au bout du bâton. En effet, à Cancún en 2003 dans le cadre des négociations à l'OMC, les pays producteurs de coton, principalement africains, se rendent compte encore une fois que les pays riches ne négocient pas leur richesse. Ils l'utilisent pour paver la route qui leur permettra de contourner les obstacles et

⁹ Bernard Bohmert, *Regard sur la coopération internationale, formation Québec sans frontières*, 2004.

¹⁰ Objectifs de développement du millénaire : éradiquer la pauvreté extrême et la faim; assurer à tous l'éducation primaire; promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomie des femmes; réduire la mortalité infantile; améliorer la santé maternelle; lutter contre le VIH/SIDA, la malaria et autres maladies; garantir la durabilité environnementale; développer un partenariat pour le développement.

¹¹ *Rapport annuel UPA DI 2006-2007, « Le Groupe de Ginseng, Racine »*, avril 2007.



d'étendre leur empire et leur emprise économique sur le monde. En décembre 2005, à Hong Kong, toujours dans le cadre des négociations à l'OMC, la stratégie d'imposition du Nord sur le Sud se déploie à nouveau. Cette fois, les producteurs agricoles des pays du Sud ne sont pas seuls à réagir puisque les organisations de producteurs agricoles du Nord s'associent au bouclier levé pour parer les coûts de la mondialisation à tout prix.

1.3 Une nouvelle stratégie pour une même faim

La carotte revient à travers le rapport Blair, premier ministre d'Angleterre, qui mènera à l'abolition de la dette pour certains pays, sous certaines conditions et autres considérations à venir...

Devant l'accroissement de la mondialisation de la solidarité des organisations de producteurs agricoles du Nord et du Sud, notamment sous le signe de la souveraineté alimentaire, l'armée de l'emprise économique pose un nouveau piège, celui de l'isolement. Les Accords de partenariat économique (APE) en sont un bon exemple. Il s'agit d'ententes bilatérales entre partenaires inégaux permettant au plus fort d'entre eux d'imposer des conditions sans appel ou presque.

Une délégation de l'Union européenne a produit un rapport très critique, en juillet 2006, sur la négociation des accords de partenariat économique avec les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). La délégation constate, au tournant de l'an 2000, « une contradiction insurmontable entre développement et mercantilisme »¹² dans la Convention de Cotonou qui gère, à cette époque, une part importante de l'aide européenne vers les pays dit ACP.

Le même rapport insiste en constatant « La dérive inquiétante d'un Fonds européen de développement (FED) détourné de sa vocation initiale, car soumis au tropisme du "aid for trade" pour la période 2008-2013 ». ¹³ Il importe de se rappeler que les pays de l'Union Européenne sont parmi les plus actifs dans le domaine des APE et qu'ils sont cosignataires de la *Déclaration de Paris* au côté du Canada. Le rapport de la Délégation conclut :

« Un régime réciproque commercial aura donc pour double conséquence que, d'une part, les pays ACP ne pourront toujours pas exporter vers l'Union européenne, et que, d'autre part, ils subiront le choc de l'ouverture de leurs marchés aux produits et aux services européens. Bref, à l'heure actuelle, le volet développement des APE "est dominé par le volet relatif à la libéralisation". »¹⁴

Peut-on véritablement discuter de l'efficacité de l'aide lorsque la raison du plus fort est toujours la meilleure. Et puisque « la marmite boue toujours par le bas », ne devrions-nous pas commencer notre questionnement par les fondements mêmes de la coopération soient les valeurs.

Depuis l'avènement des institutions de Bretton Wood, la communauté des bien-pensants du courant dominant, tente d'appliquer la même stratégie de « croissance économique » dans des cultures et des contextes fort différents. N'y a-t-il pas là un élément de réflexion sur l'inadéquation entre la stratégie de coopération, d'une part, et le développement, d'autre part ? Et si le développement était d'abord et avant tout une question de valeurs, de celles qui ne sont pas cotées en bourse ?

¹² Rapport d'information déposé par la Délégation de l'Assemblée Nationale pour l'Union Européenne, 5 juillet 2006, p,72.

¹³ Id. p.165.

¹⁴ Id. p.207.



2 Une question de valeurs

Si de source, l'eau ne sait pas là où elle terminera sa course, elle sait d'où elle vient. S'il est vrai qu'il peut paraître difficile de savoir où nous conduit la coopération, nous devons à tout le moins, connaître le point de départ de pareille aventure humaine. En effet, il s'agit bel et bien d'une aventure humaine avant d'être quoi que ce soit d'autre.

Nous avons choisi de camper notre analyse dans cette perspective, et notre prémisse de départ se présente comme suit :

« La coopération est le prolongement de la vie et de l'avis des peuples, dont la finalité doit être le développement humain. »

Quoi qu'on dise et quoi qu'on fasse, nous sommes des peuples liés par cette expérience de vie commune, nous véhiculons des valeurs. Forcément, il s'agit d'abord des nôtres que nous partageons avec d'autres et puis les valeurs de ces autres dont nous nous inspirons. De là prend forme la coopération.

Au fait, quelles sont ces valeurs canadiennes que nous transportons dans nos bagages à main nous accompagnant jusqu'à destination ? Elles sont d'ordre économique, social, culturel, environnemental et politique.

2.1 Valeurs économiques et partage de la richesse

Seulement trois pays occupent le continent nord-américain. Pourtant, chacun a une réalité bien différente en ce qui a trait aux valeurs économiques. Par exemple, le Canada a une tradition de redistribution de la richesse qui est plus généreuse et plus équitable que celle des États-Unis. Les programmes de péréquation, de soins de santé, d'assurance emploi et de congés parentaux traduisent un comportement différent de celui de notre voisin. Pourtant, les aspirations des deux peuples sont, somme toute, assez semblables et le système économique est le même. S'il est vrai que « la coopération est le prolongement de la vie et de l'avis des peuples », cette donnée fait donc partie du bagage de la coopération canadienne.

Le partage de la richesse est, de toute évidence, au cœur même de la notion de coopération entre les peuples. Or, 43 ans et 568 milliards de dollars américains plus tard,¹⁵ uniquement pour l'Afrique, les déséquilibres économiques entre les nations sont grandissants. Pourquoi ?

Certains soutiennent que pour avoir un partage de la richesse, il faut la créer. Et comment se crée-t-elle ? Habituellement en prenant un produit primaire, provenant essentiellement des richesses naturelles, en le transformant pour obtenir un produit à valeur ajoutée qui sera vendu sur le marché. L'adéquation entre l'offre et la demande de ce produit établira son prix, lequel permettra une marge bénéficiaire. C'est ainsi que dans le système économique actuel, nous sommes dépositaires et comptables d'une richesse créée.

En pratique, le mode opératoire de l'économie de marché repose de plus en plus sur les valeurs ajoutés plutôt que sur la valeur ajoutée. D'abord parce que plusieurs cherchent à obtenir de la

¹⁵ Évaluation, en 2003, de l'aide pour l'Afrique de l'ensemble des pays donateurs, *Rapport du Comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international, du Canada*, février 2007, p.7



matière première, laquelle est souvent hors de nos propres frontières, à un prix en deçà de sa valeur. Puis, parce que plusieurs transactions d'un même produit servent uniquement à enrichir des spéculateurs, qui renchérissent sans ajout à la richesse collective et surtout sans contribution à sa meilleure répartition. Cette spirale nous étourdit au point de ne plus savoir très bien où nous en sommes avec le développement. Nous arrivons même à croire que le développement repose sur la croissance économique.

Ne serait-il pas plus juste de prétendre que c'est l'activité humaine qui nécessite la création de biens et de services, lesquels engendrent le développement ? Ne serait-il pas plus honnête de soutenir qu'un développement vraiment durable nécessite, voire oblige, un partage le plus équitable possible ? Ne serait-il pas plus exact de reconnaître qu'on ne crée pas la richesse, mais qu'on l'exploite ? Parce que la vraie richesse est là, existante et disponible. Elle est naturelle et elle appartient souvent aux régions du monde les plus pauvres. Celles et ceux qui la soustraient à ces régions, le font en omettant de payer raisonnablement les êtres humains qui portent sur leurs épaules toute la matière « première » à notre réflexion.

La coopération ne devrait-elle pas servir à rétablir l'équilibre ? Au premier chef, à rendre disponible l'autre richesse, celle qui vise à mettre au service des peuples le talent, l'imagination et le savoir permettant de répondre à leurs aspirations et leurs besoins. À rendre disponibles les ressources monétaires nécessaires au lieu de soutenir qu'il faille accumuler de la richesse avant d'imaginer une forme de partage.

Sur cette base, le développement n'est peut-être pas sans risque, mais il sera plus durable, alors que la croissance ne l'est pas. D'ailleurs, 20 ans de croissance continue au Canada n'auront pas permis d'augmenter le pouvoir d'achat de sa classe moyenne, ni de diminuer le nombre de pauvres. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le développement n'est pas la résultante de la croissance économique.

2.2 Les valeurs sociales et la justice sociale

« C'est d' valeur », comme dirait l'autre, il y a eu et il y aura toujours des pauvres. Bon nombre d'économistes le soutiennent, mais fort heureusement, ils ne sont pas tous de cette école. Toujours est-il que les valeurs sociales sont de plus en plus négligées.

Pourtant, la volonté d'une société d'allouer ses ressources de manière équitable témoigne du niveau de justice sociale qu'elle se donne. Moins il y a d'exclus et de pauvres, plus la société fait la preuve de l'adéquation entre les moyens dont elle dispose et le niveau de partage qu'elle réalise.

À l'évidence, l'état du monde actuel témoigne de son échec en cette matière. Le Canada, quant à lui, n'est peut-être pas aux premières loges de la justice sociale, mais il jouit tout de même d'une belle place au parterre des nations, devant une scène internationale drapée de tissus de promesses usées.

Sur quoi repose véritablement la notion de partage ? Certes pas uniquement sur les moyens financiers, des individus ou groupes d'individus, ou encore d'un ou des pays. La notion de partage est plus englobante et tient compte de l'ensemble des inégalités, tolérées ou ignorées dans le monde, inégalités pour lesquelles des solutions appropriées existent et sont applicables.



Pour aborder ces questions, on avance souvent la notion de compassion. Est-ce à dire qu'une société est plus juste si elle est compatissante devant les inégalités ? Les faits nous démontrent que ce ne sont pas les bons sentiments qui réduisent les différences, mais bien les mécanismes qui définissent le partage du risque. L'égalité des chances ne tient pas de la maîtrise des hasards. Elle est le fruit d'une orchestration de bonnes politiques permettant d'élever et de relever le maximum d'individus, malgré les difficultés rencontrées sur le parcours de leur vie.

Le modèle unique, la pensée unique, la solution unique sont autant de paradigmes qui font de l'architecture récente du monde, une structure monolithique engendrant de plus en plus d'exclus. L'armature mondiale est devenue tellement restrictive, que peu d'individus arrivent à se tailler la place qui leur revient. L'échafaudage est fragile et menace jusqu'à la sécurité du monde, voire même la paix.

Alors que le monde est pluriel, on agit de façon singulière. Pourtant, le Canada a longtemps marqué sa différence. Tout en faisant partie des grandes puissances, il s'inscrivait au concert des nations en témoignant son ouverture à la diversité. Il prêchait par l'exemple de ses politiques sociales constructives sur son territoire. Il s'impliquait activement dans les processus de paix à travers le monde. Il appuyait des approches de développement en y associant les organisations de la société civile, témoins de ses valeurs profondes.

Depuis plus d'une décennie, on a l'impression que le Canada tente de marcher dans les traces des plus grands, sans même regarder derrière, sans se soucier d'où le vent vient, vent qui rend presque inaudible la voix de ses citoyens. « Il n'y a pas de bons vents pour un bateau sans destination. »

2.3 Les valeurs culturelles et l'identité, l'ouverture à l'autre, le pluralisme

Peut-on ici parler de valeurs ? Un pays, une nation a-t-elle vraiment des valeurs culturelles ? La définition de la conférence de la United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO) à Mexico en 1982, et reprise dans la *Déclaration universelle sur la diversité culturelle en 2001*, se lit comme suit :

« Dans son sens le plus large, la culture peut aujourd'hui être considérée comme l'ensemble des traits distinctifs, spirituels et matériels, intellectuels et affectifs qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts et les lettres, les modes de vie, les droits fondamentaux de l'être humain, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances. »

Cette déclaration, stipulant que la culture englobe les modes de vie et les systèmes de valeurs, vient traduire, en quelque sorte, un sentiment populaire répandu. La culture fait donc partie intégrante de la définition de l'identité des peuples et des individus. Fort de ce mode identitaire, une dynamique sociale s'installe.

Si nous poussons plus loin l'analyse, comment un projet politique d'une société pourrait être autre chose que la traduction de la culture de celles et ceux qui forment cette société ? À moins que cette société ne soit pas démocratique ?



Dit autrement, la culture de chaque citoyen est l'œuvre d'une vie, servant à la construction de l'être et à l'estime de soi. La culture est au cœur des relations humaines. Dans cet esprit, il ne saurait exister un projet de développement sans tenir compte de cette donnée fondamentale. La coopération n'étant rien d'autre que la réunion de volontés communes d'améliorer la condition humaine, elle est le fruit par le fait même d'une relation interculturelle.

Le Canada, par sa nature et son histoire, a toujours joué un rôle démesuré par rapport à sa taille sur la scène mondiale. En effet, ce pays membre du Commonwealth, de la francophonie et du G8, a contribué à faire valoir la diversité culturelle et le respect des droits humains partout sur la planète. Il a été une terre d'accueil pour bon nombre de citoyens malmenés et menacés dans leur pays : Américains, Irlandais, Hollandais, Polonais, Italiens, Chinois, Vietnamiens, Haïtiens, et d'autres encore comme les Irakiens actuellement. Ses actions de coopération ont été largement inspirées par la volonté de ses citoyens de contribuer à l'émancipation des autres peuples.

Où en est-on aujourd'hui avec cette œuvre de participation à l'édification d'un monde meilleur ? Hormis le fait que le Canada milite pour un monde plus sûr, est-ce que son mode actuel de livraison de l'aide permet à sa population d'exprimer les valeurs qui ont servi de ferment à l'identité canadienne ?

2.4 Les valeurs environnementales et la protection des ressources au service des autres valeurs

Il faut reconnaître que les préoccupations environnementales sont plus récentes. Longtemps, elles furent plutôt intuitives, l'affaire d'une minorité, et très peu défendues par la population en général. Aujourd'hui, elles font partie des grandes préoccupations de la majorité des citoyens. Contemporaines, elles sont au cœur d'une réappropriation des autres valeurs. À travers elles, la société n'a d'autre choix que de redéfinir ses valeurs économiques, politiques, sociales et même culturelles.

L'environnement affecte positivement ou négativement les gens au quotidien, même si une bonne partie de son contrôle leur échappe parce que les décisions sont prises ailleurs, souvent même dans d'autres pays que le leur. On peut bien vouloir changer d'atmosphère, mais il n'est pas encore possible de changer d'univers. Cette situation a fait en sorte que les dossiers environnementaux ont forcé l'implication locale des uns et la mobilisation internationale des autres. Jamais on a vu un enjeu mobiliser autant la société civile de partout sur la terre.

L'environnement oblige à revoir le sens de l'éthique, du bien commun et de la propriété. Le patrimoine mondial prend tout son sens lorsque l'on voit à quel point nous faisons pression sur les ressources du monde.

En plus d'avoir des conséquences dramatiques sur les gens, la flore, la faune et donc sur la vie, les problèmes environnementaux ont démontré à quel point le smog éloigne les hautes sphères du pouvoir de celles et ceux qui vivent en dessous... du seuil de la tolérance, dans la pauvreté. À ce chapitre, le Canada ne fait pas exception. Il y a ceux qui ont fait de Kyoto leur cheval de bataille, et les autres qui au trot, parquent sur la scène internationale, avec des œillères qui ne rassurent



qu'eux-mêmes. Si encore, ils paraient comme des polices montées, nous pourrions nous réjouir du peu d'émission que ce spectacle engendre. Mais non, ils se pavanent, chevauchant d'une incurie à l'autre, avec leur papier scellé, bourré de notes de bas de page qui confirment que leur monture ne fait que de la poussière.

2.5 Les valeurs politiques et la démocratie

Au marché des valeurs, force est de constater qu'entre l'offre gouvernementale et la demande des populations, l'écart est grand. En politique, cela se nomme un déficit démocratique.

De plus en plus, nous avons le sentiment de vivre dans un environnement qui nous offre seulement le démo de ce que devrait être la démocratie. L'architecture de l'organisation du monde, dans laquelle figure au premier plan nos grandes institutions internationales, laisse pantois celles et ceux qui devraient pourtant jouir de l'espace utile à la construction d'un monde meilleur. Si les soumissions sont de mise pour la réalisation des grandes œuvres, les institutions internationales nous ont surtout habitués à la soumission. Tellement technocratiques et surtout monolithiques, elles se définissent autour d'une conception du monde, sans avenue.

La dernière trouvaille dans le monde de la coopération le démontre bien. *La Déclaration de Paris*, ce grand boulevard de prétentions, ne mènera jamais à Tombouctou, parce que mal éclairé et surtout, c'est capital, il se dirige dans la mauvaise direction. Avons-nous perdu le Nord sans pour autant gagner le Sud ? La question se pose.

Probablement que si nous ne faisons pas l'économie de véritables échanges avec l'ensemble des composantes de la société, nous trouverions des voix qui portent et font écho auprès des populations.

Force est de constater que ce sont les magnats de l'économie et les exécutifs de nos gouvernements qui dictent les politiques alors que les parlements et la société civile sont de plus en plus tenus à l'écart, en marge des décisions, empêtrés dans des processus de consultation bidon.

La bonne gouvernance, ce concept à la mode, semble viser tout le monde. Mais les uns croient que c'est pour les autres et les autres croient que c'est pour tout le monde, sauf pour eux. On fabrique en masse des mines antipersonnel, on interdit leur utilisation et on finance de petites interventions de déminage. On produit du pavot comme jamais, on en interdit la vente et on finance des opérations de coopération sur les champs de bataille. On cultive la pauvreté, on la décrie dans les forums de grands hôtels et on se fixe des objectifs pour un millénaire qui ne semble pas avoir pris rendez-vous.

Nous sommes dans le dire et le laisser-faire. L'éthique n'est pas encore une politique. Le principe de précaution consiste davantage à prendre tous les moyens pour ne pas être démasqué. On a l'impression que les grands joueurs d'échecs sont sur le même bateau, torpillé de toute part. Le plus important pour eux est de gagner la partie avant d'être entraînés par le fond, avec leur victoire... mémorable.



3 *Changer les règles du jeu*

La vie et l'avis sont-ils en déroute ?

Quelle direction prendre pour trouver l'équilibre démocratique, une justice sociale qui ne balance pas toujours du même côté, une économie de croissance des peuples appuyée sur des mécanismes efficaces de partage de la richesse, une égalité égale aux chances, une diversité culturelle unificatrice, parce que basée sur l'ouverture, le pluralisme et l'appropriation collective du patrimoine ? C'est sans prétention et convaincus que nous n'avons certes pas le « monopole de la vérité », que nous voulons apporter notre contribution à la recherche de réponses à ces questions existentielles et à l'identification de solutions interculturelles. Pour éviter l'échec et mat, nous n'avons plus le choix, il faut changer les règles du jeu... du Roi à la démocratie !

3.1 La finalité du développement

Puisque « la coopération est le prolongement de la vie et de l'avis des peuples, dont la finalité doit être le développement humain », les moyens déployés sont forcément tributaires de la finalité poursuivie. Or, quand la finalité devient « la croissance économique », il va de soi que le mode de livraison de l'aide dans son ensemble est questionnable et doit être questionné. Et ce n'est pas innocemment que les mêmes joueurs de tours de même que les autres pièces d'un jeu, en échec, proposent ce « dogme » de la croissance économique comme solution à la pauvreté et comme un élément clé dans les négociations commerciales menées à l'OMC. La libéralisation des échanges vient augmenter la croissance économique et conséquemment réduire la pauvreté. Voilà le type de solution « clé en main » avec laquelle on nous propose d'ouvrir le jeu.

Si la finalité du développement était de permettre aux populations de s'approprier le processus et les moyens de répondre à leurs besoins et aspirations ? Nous parlerions alors d'une coopération entre partenaires, « un prolongement de la vie... », basé sur les valeurs des uns et des autres. Une coopération de « pays-ans à pays-ans » de « peuples à peuples », voilà la solution de type « clé de mains à mains » que nous proposons comme alternative pour une plus grande efficacité de l'aide.

Par définition, une coopération de « peuples liés à peuples liés » inclut une coopération de gouvernement à gouvernement, mais elle n'en fait pas le mode tellement privilégié, que pratiquement exclusif, de livraison de l'aide. Le développement se traduit plutôt par le renforcement de tous les acteurs dont les mouvements sociaux, les ONG et autres organisations de la société civile, le secteur privé ainsi que les gouvernements. Un tel développement basé sur la démocratie, la diversité, le partage de la richesse, la justice sociale, etc. ne peut donc pas s'accommoder d'une approche technocratique, d'un canal quasi unique de livraison et de gestion de l'aide que serait les États, et ce, tel que consacré par la *Déclaration de Paris*.

3.2 Une véritable coopération de peuples liés à peuples liés

Transportons-nous dans un pays d'Afrique de l'Ouest comme le Mali. L'appui de la coopération canadienne à ce pays est pour le moins majeur, soit de 50 à 60 millions de \$ CA par année. Imaginons un programme d'appui au développement de la production de blé au Nord, dans la



région de Tombouctou. Le programme prendra en compte que le gouvernement malien a adopté en 2006 une loi d'orientation agro-sylvo-pastorale dont un de ses principaux ancrages est la souveraineté alimentaire. Dans une perspective de coopération de peuples à peuples, différents partenaires collaboreront à la réalisation de diverses facettes du même programme :

- Recherche sur de nouvelles variétés de blé plus adaptées via un partenariat entre des institutions de recherche canadiennes et maliennes.
- Formation professionnelle et technique des paysannes et paysans par un effort concerté entre l'Université de Tombouctou et des institutions de formation canadiennes.
- Amélioration des infrastructures de transport afin de désenclaver la zone, dans un partenariat privé-privé, Mali-Canada.
- Mise en place de mécanismes d'accès au crédit tant pour la production que la commercialisation avec un appui d'institutions financières locales en partenariat avec une institution homologue canadienne.
- Renforcement de la gouvernance démocratique avec des organisations de la société civile du monde agricole et des intervenants du ministère de l'Agriculture et de l'élevage du Mali. Ceci afin de favoriser le développement d'un dialogue menant à l'élaboration de politiques nationales de soutien à la production et à la commercialisation du blé, avec l'appui de partenaires de la société civile et du gouvernement canadien.
- Mise en place de systèmes collectifs de commercialisation du blé par les organisations paysannes avec l'appui d'organisations agricoles du Canada.
- Etc.

À la base de tous ces efforts, on retrouvera des relations, des échanges, des partenariats entre des organisations d'ici et du Mali. On retrouvera également des échanges de savoir, de savoir-faire et la construction de savoir-être avec comme fondement les valeurs évoquées précédemment. Et bien sûr, afin que tous ces acteurs, témoins des peuples, s'investissent corps et âmes et fassent des pieds et des mains pour que batte le cœur du développement, des ressources financières seront mises à leur disposition.

La coopération de peuples à peuples s'inscrit dans une approche globale soutenue de façon concertée par des appuis spécifiques et adaptés. Aurions-nous pu imaginer chez nous la satisfaction des besoins de la population du Québec en produits alimentaires, sans la convergence des engagements des productrices et des producteurs et de leurs organisations, des transformateurs et des distributeurs, des institutions financières, et des gouvernements nationaux et locaux ?

Dans une telle perspective de coopération, le rôle de l'agence canadienne responsable de la livraison de l'aide ne serait-il pas, en collaboration avec les instances gouvernementales des pays partenaires, de mettre en place les conditions et les mécanismes de concertation nécessaires afin d'orienter les efforts des différents acteurs vers une finalité commune, et ce, à partir d'une vision partagée.

Ainsi pourrions-nous changer les règles du jeu et passer du roi, du pion, du cavalier, de la tour et autres pièces du jeu d'échecs, aux Roy, Pion, Lécavalier, Latour et compagnie garants du succès de l'opération.



3.3 Pour une coopération de peuples liés à peuples liés : de nouvelles règles du jeu

Sans prétendre faire un tour complet des nouvelles règles, nous nous sommes livrés à un exercice d'identification de quelques changements. Ces derniers pourraient provoquer un modèle de coopération de peuples à peuples et ainsi modifier l'issue de la partie ou à tout le moins en partie.

3.3.1 De la sous-traitance à la coopération de peuples à peuples

Les agences multilatérales, tels la Banque mondiale et le Programme des nations unies pour le développement (PNUD), détiennent un pouvoir financier grandissant et un pouvoir démesuré d'orientation et de gestion des programmes d'aide. Nous assistons, ni plus ni moins, à une dénationalisation de l'aide au profit d'une pseudo rationalisation et internationalisation pour la rendre plus efficace. Le Canada confie de plus en plus d'argent des contribuables à des tiers, telle la Banque mondiale. En 1995, il s'agissait de 30 % de l'aide, alors qu'actuellement c'est d'environ 40 %. Une coopération nationale n'exclut pas la synergie et la concertation entre les coopérations; elle les favorise sur une base d'interdépendance et de réciprocité.

3.3.2 Le 0,7 % dans une perspective de péréquation plutôt que de « pireéquation »

L'objectif et l'engagement des pays de l'OCDE de contribuer à l'aide publique au développement à la hauteur de 0,7 % du RNB sont certes nobles. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres. Peut-être l'atteindrions-nous plus rapidement si nous changions la perspective pour passer d'une « politique d'aide » à une politique de « partage de la richesse » ?

Encore là, le Canada pourrait mettre de l'avant ses valeurs. Sa politique de péréquation entre les provinces, bien qu'imparfaite, permet d'atténuer les disparités économiques et territoriales entre les régions en partageant de façon plus équitable la richesse. Une politique internationale cohérente et en accord avec ses valeurs devraient permettre au Canada de proposer que l'objectif du 0,7 % du RNB contribue à corriger certaines inégalités en partageant la richesse planétaire, qui appartient souvent aux pays que l'on dit vouloir aider.

Une contribution de 0,7 % du RNB des pays donateurs dans une perspective de politique de « péréquation » n'est peut-être pas LA solution à tous les problèmes, mais elle contribuerait à atténuer la « pire équation » des inégalités entre les peuples dans un esprit de solidarité et de responsabilisation plutôt que de charité.

3.3.3 Harmonie des politiques commerciales et d'aide publique pour la symphonie du développement

Au plan commercial, l'Accord agricole de l'OMC en vigueur depuis 1995 permet à des pays développés d'exporter, voire « dumper », les surplus d'ailes de poulet ou de poules de réforme au Sénégal, au Burkina Faso, et autres. Ainsi la poule de réforme, ou la valorisation des déchets du Nord, contribue à empoisonner le marché du poulet du Sud qui bat de l'aile.



Que doit comprendre le paysan Burkinabè qui participe à un programme d'aide d'un pays donateur pour le développement de l'agriculture de son pays et qui voit chuter le prix de son poulet suite à une manœuvre commerciale du pays partenaire ?

Dans une perspective de coopération de peuples à peuples, des instances gouvernementales et des organisations de producteurs des deux pays devraient chercher ensemble des solutions adaptées à des problèmes communs. Dans le secteur agroalimentaire, cette recherche exige au point de départ la reconnaissance de la souveraineté alimentaire et des politiques en découlant. Les pays donateurs devraient avoir une vision globale de l'impact de leurs politiques sur les pays qu'ils souhaitent aider, et agir de façon cohérente au plan commercial, au plan environnemental, au plan du respect des droits humains, au plan de l'Aide publique au développement, etc.

3.3.4 La valorisation des richesses naturelles dénaturées

Probablement comme jamais auparavant, les richesses naturelles sont soumises à des pressions énormes. La quantité d'eau potable sur la planète diminue à une vitesse vertigineuse. La superficie des sols arables se rétrécit comme peau de chagrin notamment à cause de la désertification et de l'urbanisation croissante. Le sous-sol s'appauvrit de ses richesses à un rythme inquiétant. Globalement, le défi est de préserver les ressources naturelles tout en les utilisant pour produire certains biens du collier en or à la patate douce en passant par le fer d'infrastructures.

Comment se fait-il que le paysan avec son champ de riz irrigué doive vendre son riz récolté en deçà de son coût de production ? Pourquoi ne pas reconnaître la valeur des produits que nous donne la terre ? Il faut vraiment trouver des mécanismes qui vont rémunérer les richesses naturelles à leur juste valeur.

Une perspective de coopération de peuples à peuples permettrait d'arrêter le pillage des ressources naturelles du Sud par le Nord et de briser la chaîne des voleurs ajoutés, par exemple entre le coton produit en Afrique, transformé en Europe et revendu en vêtements de toutes sortes à des familles africaines dont certaines produisent du coton.

Un autre exemple des plus éloquentes est l'exploitation minière. Plusieurs pays dits en développement regorgent de richesses naturelles. 50 % des diamants et 40 % du cobalt du monde sont produits en Afrique¹⁶. Ces richesses naturelles sont dénaturées, appauvrissant les populations pauvres sur les plans économique, environnemental et social, et enrichissant les firmes étrangères, assez souvent canadiennes, qui les exploitent. Pire encore, il arrive que la politique d'aide canadienne à « l'exploitation » vienne faciliter la tâche des compagnies en appuyant des réformes du code minier des pays « aidés », laissant plus de latitude aux exploitants, comme en Afrique du Sud et en Tanzanie.

Une coopération de peuples à peuples encouragerait les firmes canadiennes, ayant l'expertise et les ressources financières, à contribuer de façon éthique à la mise en valeur des richesses naturelles des pays en développement. Cette même coopération devrait soutenir les pays

¹⁶ Rapport, symposium du Forum Afrique Canada, 2001, p.10.



partenaires dans la valorisation de ces richesses et dans la maximisation des retombées pour les populations, en commençant par celles les plus directement concernées par ces exploitations.

3.3.5 La meilleure façon de tout dire sans rien faire... pour l'agriculture

« Si l'agriculture n'est pas nommée comme priorité de l'aide, c'est parce qu'elle est partie prenante de toutes les priorités. »

L'ACDI demande que les projets proposés soient situés en rapport avec ses priorités et les ODM. Il est pour le moins troublant de constater que dans ces deux énoncés, on ne retrouve pas le mot agriculture !

Est-ce nécessaire de rappeler l'importance de l'agriculture sur notre planète ? Est-ce nécessaire de rappeler que l'agriculture permet de nourrir le monde et que plus de 60 % des populations des pays en développement en dépendent directement ?

Une coopération dont la finalité est de permettre aux populations des pays en développement de s'approprier le processus et les outils pour répondre à leurs besoins soutiendrait le développement de l'agriculture des pays partenaires ; à plus forte raison, lorsque des pays comme le Mali et le Sénégal évoquent la souveraineté alimentaire comme une avenue pour le développement agricole de leur agriculture.

3.3.6 Comme des abeilles autour d'un pot de miel...

« En Tanzanie, il y a 250 missions d'aide au développement. Chacune pousse ses objectifs et ses conditions, sans cohérence ni analyse des besoins globaux du pays. Chacune a son propre système de comptabilité et de versement – un casse-tête pour l'État qui doit remplir des formulaires tous différents. La Tanzanie, un des chouchous de la coopération, est devenue un terrain de compétition pour les donateurs. Un tel système est chaotique en Afrique. »¹⁷ Est-ce là le fruit de l'exercice de concertation pour une plus grande efficacité de l'aide ?

Poser le problème c'est y répondre dans la mesure où on peut compter sur la volonté de chacun des intervenants, mais en étant conscient que cette volonté n'est pas suffisante. En effet, la *Déclaration de Paris* sur l'efficacité de l'aide peut être vue comme un exercice de concertation, mais la quasi-absence des organisations de la société civile à cet exercice en dit long sur le type de solutions mises de l'avant.

¹⁷ Kamran Kousari, coordonnateur de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED)



Encore une fois, une coopération de peuples à peuples table sur un partenariat où la société civile, notamment les organisations paysannes, est présente au processus décisionnel et est impliquée dans la mise en œuvre des solutions. Il y va de l'avis et de la vie des peuples. Peut-on imaginer l'élaboration d'une politique de soutien au développement de l'agriculture ou un projet d'appui à la production de céréales conçu et réalisé sans l'implication d'organisations paysannes? Au Québec, jamais une réalité comme la Financière agricole aurait pu voir le jour sans une volonté des autorités politiques conjuguée à une implication de l'UPA¹⁸.

3.3.7 Volonté et nécessité d'un équilibre démocratique

La société civile est de plus en plus mondialisée et cela comprend, évidemment, le mouvement paysan. « De nombreuses expériences prometteuses et la renaissance d'une mobilisation politique constituent toutefois des signes d'espoir. On ne compte plus, partout dans le monde, les initiatives en faveur des femmes, contre la pauvreté, pour le respect des droits humains et pour la paix : initiatives de concertation entre les acteurs de la société civile, d'expérimentation de formes nouvelles d'économie sociale ou de finance solidaire, de prise de parole et d'actions collectives en faveur de l'environnement. Et le mouvement altermondialiste n'est que l'une des manifestations les plus visibles de ce renouveau d'intérêt pour les enjeux publics qui pousse les membres de la société civile à être plus présents et vigoureux dans les forums internationaux de toutes sortes comme interlocuteurs incontournables des grands décideurs économiques et politiques. »¹⁹

Plus spécifiquement au niveau du secteur agricole, pensons à la revitalisation de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA), à la mise en place d'AgriCord²⁰ en 2002, à la création et au développement du Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ), aux multiples initiatives, discussions et actions de plaidoirie au regard de la souveraineté alimentaire, etc.

¹⁸ La Financière regroupe les programmes de crédit agricole, d'assurance récolte et d'assurance stabilisation. Elle est gérée conjointement par des représentants nommés par l'État et par l'UPA.

¹⁹ *Déclaration du Québec – Responsable aussi du monde – La contribution de la société civile québécoise à la solidarité internationale* – AQOCI – Novembre 2006 – p.2

²⁰ AgriCord est une agence mise en place en lien avec la FIPA et regroupant des organisations de producteurs ou organisations associées qui interviennent en coopération pour le développement.



4 Une Agence canadienne pour le développement international renouvelée pour une nouvelle finalité du développement

À l'heure où on questionne l'efficacité de l'aide et l'agence canadienne qui coordonne sa livraison, nous ne croyons pas que l'ACDI doit être remplacée par une autre institution ou pire disparaître. Elle a joué un rôle déterminant dans le passé et elle doit poursuivre son rôle essentiel. Ce n'est pas en se privant d'un tel joueur que la question d'aide publique au développement pourra gagner la partie. « Ne tirez pas sur le messager ! » Questionnons le message : la vision, la finalité du développement et les règles du jeu établies. L'ACDI émane de nos valeurs, de notre volonté et de nos spécificités tout en favorisant la participation de l'ensemble des forces vives. Nous devons faire en sorte que l'agence qui nous regroupe et coordonne nos efforts se recentre sur son esprit initial et qu'elle permette à chaque pièce de son jeu d'y jouer son rôle.

Le Canada est une pièce clé du jeu sur l'échiquier international, reconnu autant par ses pairs que par ses partenaires au développement. Joignons-nous à la réflexion sur l'efficacité de l'aide par :

- Une redéfinition partagée de la finalité du développement.
- Une approche concertée et concertante de coopération de peuples à peuples.
- Un leadership, de concert avec la société civile, dans le changement des règles du jeu.
- Une compréhension et une concrétisation des valeurs du peuple canadien.

Groupe de Ginseng à Racine, Québec



DEUXIÈME

Deuxième coup



« L'agriculture est une activité cruciale en Afrique. Comme l'a clairement souligné dans son rapport de février 2005 la Commission pour l'Afrique, l'agriculture est le plus important secteur de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne. L'activité agricole compte pour plus de 40 % des exportations, 30 % du PIB, 30 % des rentrées sur les opérations de change et pour une importante proportion de l'emploi dans la région, soit 70 %. L'agriculture est un secteur dominé par les pauvres. »

Le comité sénatorial permanent des affaires étrangères et du commerce international,
Surmonter 40 ans d'échec : nouvelle feuille de route pour l'Afrique subsaharienne,
février 2007, p.26.

Coup nommé « Attaque à la découverte » : la tour noire se trouve sur la même diagonale que le fou blanc, mais n'est pas attaquée par lui en raison du pion, qui obstrue la ligne de tir du fou.



Histoire des trois « D »

Dévaluation durable du développement

Moussa, pêcheur de son métier, cultive aussi son champ et possède quelques poulets, quelques chèvres, etc. Il demeure à Bunchibourara, son village africain. Awa, la fille de Moussa, a étudié en Europe, puis émigrée aux États-Unis afin de travailler avec une importante organisation internationale.

Quelques années plus tard, Awa se retrouve à Montréal puisqu'elle s'est jointe à Enfaire, une organisation canadienne de développement international. En mars 2003, Moussa se rend au Québec à l'occasion du 20^e anniversaire de mariage de sa fille avec Victor. L'année 2006 a été marquée par une visite d'Awa au village qui était accompagnée de Brigitte, la mère de Victor.

En 2007, la réflexion à voix haute sur le développement, afin de mieux faire entendre les voies trop souvent oubliées ou tenues muettes, se poursuit. En effet, Bunchibourara a reçu la visite d'un évaluateur en coopération internationale. On se retrouve donc au village, après le passage de cet évaluateur, avec Moussa bien sûr, mais aussi avec Brigitte qui, profitant de sa retraite, est revenue dans son pays d'adoption pour prendre le temps de rencontrer famille et amis.

Entenduo à Bunchibourara sous l'arbre à palabres ou à la buvette ou au marché ou...

- Est-ce que tu l'as vu le toubab l'autre jour?
 - Quel toubab ?
- Celui qui pose des questions!
 - Oui, il avait un drôle de nom, Dollard Sansfaçon...
- Tu imagines un Coulibaly se nommer Sansfaçon ou un Abdoulaye s'appeler Dollard... Quand Sansfaçon est arrivé, le sourire accroché à sa dentition, il a demandé au vieux Moussa s'il pouvait rencontrer des bénéficiaires. Le Vieux lui a dit qu'il connaissait des Sissouma, des Camara, des Dialo, mais pas des Bénéficiaire. Il a même ajouté que ce n'était pas un nom de famille africain...
 - Un peu plus il lui disait qu'il s'était trompé de continent...
- Ibrahima, qui avait entendu ce nom de bénéficiaire lors des formations, a expliqué au toubab qu'avec le projet, il avait maintenant des animaux d'embouche. Semble-t-il que Sansfaçon, avec des yeux étonnés, lui a demandé quel était exactement son problème « dans bouche »...



- Qu'est-ce que le Vieux a répondu ?
- Qu'il n'y avait pas de problème et que le développement de son exploitation exigeait cela.
- Non, tu me racontes des histoires.
- Crois-le ou non, Sansfaçon lui aurait même répondu qu'il devait bien y avoir des problèmes avec l'agriculture...
- Non, non, ce n'est pas vrai...

Un mois après le passage de M. Sansfaçon au village, Brigitte arrive à Bunchibourara où elle est accueillie par Moussa et sa fille Orokiatou. Après les retrouvailles, Moussa l'amène rencontrer le chef du village à sa case...

Chef: Aw bi simila.

Moussa: Saa.

Chef: Vous allez bien, et la famille et les enfants et...

Moussa: Il n'y a pas de mal... tout va bien.

Chef: A gnana. (Je suis content ou tant mieux.)

Moussa: Dugu tigi. Tu te souviens de Madame Brigitte, la mère de Victor mon fils canadien, le mari d'Awa.

Chef: Oui, oui. Bonjour Madame Brigitte !

Brigitte: Bonjour, comment allez-vous ?

Chef: Ça va, ça va. Et la famille ?

Brigitte: Ça va et chez vous ?

Chef: Oui, et la traversée ?

Brigitte: Ça s'est bien passé.

Chef: Et vos activités ?

Brigitte: C'est bon.

Chef: Bonne arrivée ! Mon frère Moussa vous a sûrement parlé du toubab qui nous a rendu visite. Tu sais Moussa, celui qui posait beaucoup de questions...

Moussa: Sansfaçon ?



- Chef:** C'est ça... Façon. Vous le connaissez... il est de votre village ou bien...
- Brigitte:** Non, je ne le connais pas.
- Moussa:** Madame Brigitte, vous qui avez fait le même métier que lui pendant plusieurs années, pouvez-vous nous expliquer pourquoi ce type n'arrêtait pas de parler de la GAR ? GAR par ci, GAR par là. On n'a pas pu parler de développement parce qu'il faisait toujours dérailler la discussion sur une autre voie...
- Brigitte:** Peut-être qu'il en a trop parlé mais c'est quand même important parce que la gestion axée sur les résultats (GAR) permet de mieux planifier, organiser, réaliser et évaluer un projet. En d'autres mots, c'est pour ne pas s'égarer...
- Moussa:** Oui, il nous a parlé de l'objectif, de l'activité, des extrants et de tout le reste. Je lui ai dit que c'est comme nous qui allons à l'autogare prendre le taxi-brousse. Je le fais parce que je veux rendre visite à ma petite sœur à Nananbao ; mon activité cette journée-là, c'est de m'en aller à l'auto-gare et de prendre le taxi-brousse. Puis, ma petite sœur et moi étions très heureux de nous revoir pour se donner des nouvelles de la famille.
- Brigitte:** Puis, qu'est-ce qu'il vous a répondu ?
- Chef:** Qu'il n'était pas certain si nous avons bien compris parce qu'il n'y avait rien dans l'exemple de Moussa qui parlait de l'impact et de l'effet.
- Brigitte:** M. le Chef et M. Moussa, vous êtes certains que vous me dites tout...
- Chef:** Oui, oui, madame Brigitte, on était plusieurs à l'entendre parler de GAR... Mais à force d'en parler, comme on dit au village : « Celui qui voyage à dos de mule ne sait pas quand le sol brûle. »
- Moussa:** Dans tous les cas, nous lui avons demandé si on pouvait parler de ce qu'on avait fait et de ce qui avait changé dans nos familles et au village.
- Brigitte:** Il a sûrement dû vous écouter attentivement.
- Moussa:** Oui très attentivement mais ... il avait des commentaires un peu surprenants.
- Brigitte:** Qu'est-ce que vous voulez dire, M. Moussa ?
- Moussa:** Tout un chacun lui a expliqué qu'avec nos animaux d'embouche on avait bien réussi parce qu'on avait acheté de bonnes bêtes, qu'on les avait bien alimentées, qu'on les avait gardées en captivité pour qu'elles grossissent plus vite et qu'on les avait vendues à un bon prix en se regroupant. Il nous a dit que ce n'était pas un résultat de développement... Après, il a dû écouter et « s'entretenir » un moment avec le silence parce que nous n'avons rien compris...
- Brigitte:** (En regardant le Chef pour trouver un regard approuvateur.) Vous n'êtes pas sérieux M. Moussa ! Ou bien il était vraiment sans façon, ou bien il devait être un jeune peu expérimenté.



Moussa : Si celui qui a vécu la moitié d'un siècle c'est un jeune pour vous au Canada... il était jeune. Il me semble qu'avec l'embouche, on a pu diversifier nos risques, qu'on est moins à la merci de la pluie et du mauvais temps et surtout, on a pu avoir un peu plus pour mieux nourrir nos familles. Mais ce n'est pas tout.

Brigitte : (Avec un petit sourire en coin.) Quoi donc M. Moussa ?

Moussa : Sachant que les Français nous avaient aidés un peu, votre Dollard nous a demandé si c'était avec l'argent du Canada ou avec l'argent de la France qu'on avait payé nos bœufs ou le fourrage... Et il a dû écouter une autre intervention du silence... La seule chose qu'un autre vieux lui a répondu c'est qu'on avait fait cela avec des francs CFA...

Quelques semaines plus tard, Moussa reçoit, sur le téléphone portable de sa fille Orokiatou, un appel de sa fille aînée Awa qui demeure à Longueuil au Québec. Après les salutations d'usage et avoir pris des nouvelles de sa famille ainsi que de la santé de son père, Awa commence à parler de la visite de l'évaluateur.

Awa : Papa, Brigitte m'a parlé du passage de M. Sansfacon au village et j'ai essayé de m'informer du contenu du rapport d'évaluation auprès de certains collègues et amis travaillant dans d'autres organisations de coopération internationale.

Moussa : J'espère qu'avec le recul d'un continent, il a réussi à comprendre ce que nous faisons.

Awa : Papa, les nouvelles ne sont pas très bonnes. Il semblerait que le rapport mentionne que la GAR n'a pas été bien appliquée, que les résultats ne sont pas au rendez-vous et que l'agriculture et l'élevage ne se sont pas développés, etc.

Moussa : « Quand un arbre tombe, on l'entend; quand la forêt pousse, pas un bruit. » Écoute-moi bien ma fille, je ne suis pas surpris. Moi je n'appelle pas cela une évaluation mais bien une dévaluation...

Awa : Papa, c'est sérieux !

Moussa : Pas autant que ton Père. C'est comme en 1993 avec la dévaluation de notre franc CFA. Des pays riches qui décident de dévaluer notre monnaie et du jour au lendemain, nos mangues qu'on vendait pour envoyer dans vos gares à 1,000 Fcfa par kilo ne valaient plus que 500 Fcfa. Pour nous, ce sont les mêmes mangues. La différence est dans les yeux de celui qui regarde. C'est ça la dévaluation, prendre ce qu'on fait et même ce qu'on est, lui enlever sa valeur et du coup, on vaut deux fois moins que rien pour vous.

Awa : Papa, vous savez bien que ce n'est pas aussi simple.

Moussa : Awa, réussir à mieux nourrir sa famille parce que nos champs donnent plus, parce nos bêtes nous apportent plus de revenus, parce qu'on a été formé, parce qu'on s'est regroupé pour s'aider, est-ce que c'est du développement pour les Français, les Hollandais, les Canadiens ou les Québécois comme tu me dis toujours ?



- Awa :** Je vous comprends et je suis contente que tout aille bien pour vous. J'espère qu'au village vous n'êtes pas trop découragés.
- Moussa :** Est-ce que tu te souviens du proverbe : « Ne te lasse pas de crier ta joie d'être en vie et tu n'entendras plus d'autres cris » ?
- Awa :** Je me souviens aussi que vous m'avez déjà dit « L'aide doit servir à tuer l'aide. », mais dans votre dévaluation, l'aide et le développement ne semblent pas très bien s'accorder ensemble.
- Moussa :** Ce téléphone pas de fil d'Orokiatou commence à avoir des manques, je ne t'entends plus bien. Bonjour ma fille et salutations à Victor et à Thierry.
- Awa :** Bon....r Pa....Salu.....tôt.

Quelques semaines plus tard, dans le salon de Victor et Awa, à l'occasion d'une visite de Brigitte.

- Brigitte :** Toute une histoire au village que cette évaluation ou dévaluation comme le dit ton père Awa.
- Awa :** Dommage que l'évaluateur n'ait pas bien compris la dynamique du village.
- Victor :** Le beau-père a dit que ce Sansfaçon ne connaissait pas l'agriculture, ça ne doit pas aider...
- Brigitte :** C'est vrai, mais en même temps, par expérience, ce n'est pas toujours facile d'évaluer un projet. Les gens ne nous disent pas tout et ne nous écoutent pas toujours. Ça fait un drôle de dialogue. Et notre mandat ne vient pas de la population, mais du bailleur de fonds. C'est normal qu'on pose les questions de celui qui nous paie.
- Awa :** Mais est-ce que le vrai problème c'est l'évaluateur ou plutôt, à partir de quelle vision l'évaluation se fait ?
- Victor :** Awa, est-ce que tu pourrais être plus claire pour qu'un non-initié comme moi comprenne... ?
- Awa :** Il y a quelques semaines, lors d'un séminaire à Montréal, j'ai rencontré M. Tremblay de Longueuil, un ami de mon père. Il m'a dit qu'il lui avait envoyé, à la demande de mon père, sa définition du développement durable. Papa lui a répondu qu'il aimait bien sa définition. Il a même dit à M. Tremblay qu'au village il aimerait recevoir à nouveau M. Sansfaçon s'il voulait refaire l'évaluation, mais en fonction de cette définition du développement.
- Brigitte :** Et-ce que tu lui as demandé quelle était cette définition ?



Awa: Bien sûr, et il m'a répondu que c'était d'abord une orientation de travail qui traversait toutes les interventions de leur organisation de coopération internationale. « Ça s'occupe de tout, le monde, l'argent, la terre et même notre culture ». Puis il m'a répété par cœur : « Le développement durable est économiquement équitable, socialement juste, culturellement adapté et environnementalement respectueux. »

Brigitte: Peu de mots pour dire l'essentiel. Cela me fait penser que j'ai lu le rapport annuel d'une organisation de coopération qui a comme titre « Échec et mat. com ». Il était écrit que : « La coopération devait être le prolongement de la vie et de l'avis des peuples... ».

Victor: Vous devriez écrire cela au beau-père. Il aimerait cela et il pourrait transformer le tout dans un proverbe du genre : « La dévaluation de la vie et de l'avis des peuples est la dévaluation durable du développement ».

Entendu à Bouchibourara sous l'arbre à palabres ou à la buvette ou au marché ou...

— Est-ce que tu l'as vue la toubab l'autre jour ?

- Quelle toubab ?

— Celle qui met tout sur un calendrier.

- Oui, elle aussi elle avait un drôle de nom, Lilou Sansoucy.

— Semble-t-il qu'elle vient pour faire un plan de désengagement...

- Le Vieux Moussa, après lui avoir fait servir l'eau de bienvenue, lui aurait dit qu'au village on ne pourrait pas l'aider.

— Comment ça ?

- Il a dit que les paysans africains, ils étaient dans un plan d'engagement pour le développement et que le désengagement elle devait le garder pour la France, le Canada et leurs amis.

— Puis... ?

- Madame Sansoucy a dit que c'était une étape normale dans un projet et qu'après, il y aurait un autre plan.

— Le Vieux a dû ajouter quelque chose ?

- Oui, oui, qu'au village on ne veut pas d'un plan « A » mais d'un plan « B » comme dans Bouchibourara...



TROISIÈME

Troisième coup



« Les difficultés économiques actuelles relèvent d'abord de la distribution des richesses et non pas tant de problèmes relatifs à la production ou à la consommation... Le monde souffre du manque de gouvernance globale. »

Alfredo Sfeir-Younis, directeur du Bureau de la Banque Mondiale à Genève, dans *La Tribune de Genève*, 8 juin 2000.

Extrait de *Portrait de groupe à la Banque Mondiale*, par Jean Ziegler, Manière de Voir, *Le monde diplomatique*, juin-juillet 2004.

Coup nommé « Mat du berger » : mat sur f7 fréquent entre joueurs novices.



Une programmation en mouvement sur l'échiquier

Le présent rapport annuel innove en vous présentant un aperçu de la programmation de l'année à partir des cinq axes d'interventions de UPA Développement international (UPA DI), tels que définis dans son plan de développement 2004-2009. Les fiches projets qui apparaissaient jusque-là dans le rapport annuel seront dorénavant disponibles sur le site Internet d'UPA DI : www.upadi-agri.org.

Il s'agit des axes suivants :

- 1 Appui au développement des organisations paysannes (OP).
- 2 Soutien au développement de la production et à la mise en place de systèmes collectifs de mise en marché.
- 3 Appui à l'approche filière.
- 4 Soutien à l'élaboration et la mise en place de politiques agricoles.
- 5 Rapprochement des productrices et des producteurs d'ici et d'ailleurs.

1 Développement organisationnel

Tout comme « un seul doigt ne peut ramasser un caillou », le roi, à lui seul, ne peut faire face à une armée de pions sans être échec et mat. Il en est de même pour le paysan dans son champ. Il ne pourra pas, en pion solitaire, développer l'agriculture et faire de sa profession une source de mieux-être et d'épanouissement pour lui et sa famille. UPA DI a la conviction, et l'exemple de l'UPA au Québec en témoigne chaque jour, que le développement de l'agriculture passe par des fermes familiales viables, regroupées dans des organisations fortes afin de défendre leurs droits et leurs intérêts et de se doter de services soutenant les efforts individuels.

À travers cet axe d'intervention, UPA DI s'est fixé comme objectif de mettre en œuvre une programmation appuyant le développement d'OP représentatives et favorisant une plus grande implication individuelle et collective des membres ainsi que le développement de leur entreprise.

Plusieurs interventions d'UPA DI sont d'ailleurs regroupées dans le cadre de son *Programme d'appui institutionnel* (PAI). Quant à lui, le programme *Les savoirs des gens de la terre* (LSGT), initié au Sénégal en mars 2004 et ayant atteint cette année sa vitesse de croisière, illustre de façon éloquente cette volonté d'appuyer le développement des entreprises agricoles familiales et de renforcer les organisations.

Vingt paysannes et paysans de chacun des groupements de Boundoum Est et de Lonkane au Sénégal sont à réaliser un projet d'amélioration de l'entreprise familiale. Dans le cadre du programme *Profession : paysan* de LSGT, un fonds de développement, géré par les groupements paysans au niveau des villages, a été mis en place. Ce fonds permet de soutenir l'augmentation et la diversification de la production accroissant ainsi les revenus et consolidant l'entreprise familiale. À titre d'exemples, mentionnons des projets d'embouche bovine ou encore des projets de culture de riz sur un hectare additionnel.



Parallèlement, ces mêmes paysannes et paysans sont à réfléchir dans le cadre d'un deuxième programme de formation et d'accompagnement de LSGT, *Solidarité paysanne*, au sujet d'un service à mettre en place au sein de leur groupement afin de soutenir les membres et de renforcer le sentiment d'appartenance. Ces services devraient voir le jour au cours des prochains mois. Leur élaboration et leur mise en place seront accompagnées par les OP et les formateurs du Centre interprofessionnel de formation des métiers de l'agriculture (CIFA), partenaire d'UPA DI en formation.

Enfin, un autre volet du programme LSGT, *Action paysanne démocratique*, appuie la mise en place par les OP partenaires, soient l'Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM) et la Fédération des périmètres autogérés (FPA), d'un service aux membres également soutenu par un fonds de développement. Ce service doit permettre de renforcer les entreprises agricoles des membres tout en favorisant l'autonomie financière et organisationnelle des OP. L'UGPM a mis en place un service de multiplication et de diffusion de semences. La FPA a suivi avec un service similaire, mais avec les semences de riz et elle a ajouté un service d'achat groupé de certains intrants.

Cette synergie entre le développement des exploitations familiales, le renforcement des groupements au niveau des villages et la consolidation des organisations faïtières permet de créer une dynamique favorable au développement durable d'une agriculture viable. Les fonds qui ont servi ou qui serviront à la réalisation des projets seront régénérés afin d'appuyer d'autres exploitations familiales membres des groupements et pour que les services mis en place se poursuivent tout en générant des revenus pour soutenir les groupements et les OP.

2 Développement de la production et mise en place de systèmes collectifs de mise en marché

Ces deux dimensions sont très présentes dans bon nombre d'interventions d'UPA DI. On n'a qu'à penser aux fleurs de bissap's avec les femmes de l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) au Burkina Faso, aux œufs, au lait et aux céréales avec la Central Cooperativa Agropecuaria (CCA) au Salvador, au blé avec Baabahuu Jici à Diré au nord du Mali, etc. La production est certes à la base du développement de la ferme familiale, et la mise en marché de cette production de façon collective, dans un contexte de compétitivité de plus en plus grande, s'impose comme une condition de survie de ce modèle d'agriculture.

Le *Programme d'appui aux populations paysannes* (PAPP) en Moyenne Guinée, renforce la Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD) et soutient, notamment, la production d'oignons et de pommes de terre déjà développée dans la zone. Bien que passablement implantées sur le plateau, ces productions rencontrent leur lot de difficultés et leurs producteurs réclament des appuis.

Des formations ont été dispensées aux techniciens de zone sur le dépistage des maladies et des insectes ravageurs, sur la gestion des sols et sur le rôle-conseil. Des trousseaux ont été mis à leur disposition pour professionnaliser leur travail. Afin de contrer une maladie répandue dans la pomme de terre et qui fait des ravages, le projet travaille sur la qualité des semences en appuyant la mise en place de mécanismes de certification par la FPFD. Des recherches avec des parcelles d'essai sont en cours pour démontrer aux producteurs la nécessité de modifier les pratiques afin d'améliorer la production.



Des aménagements hydro-agricoles et environnementaux ont été menés par la Fédération. Une évaluation de la conformité des projets et aménagements hydro-agricoles du PAPP avec la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCEE) a été réalisée. Des recherches et expérimentations sont en cours afin de diminuer la dépendance des producteurs aux intrants venus d'Europe par l'introduction d'intrants naturels produits sur place.

L'ensemble de ces mesures devrait non seulement améliorer la qualité et la quantité de la production, mais contribuer à la viabilité de l'agriculture dans la zone couverte par la FPF.

En ce qui regarde la mise en place de systèmes collectifs de mise en marché, l'expérience de Faso Jigi à Ségou au Mali, à travers le *Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali* (PACCEM) est éloquente à plus d'un titre. Les résultats parlent d'eux-mêmes, le système fait école et il est convoité ailleurs au Mali ainsi qu'en Afrique de l'Ouest.

Laissons parler les chiffres de l'année qui s'achève :

- 4 800 membres dans 137 coopératives et 8 000 tonnes de céréales mises en marché.
- Chiffre d'affaires de 2 milliards de Fcfa.
- Le fait d'être le 5^e plus grand client de la Banque nationale de développement agricole (BNDA), lié à sa réputation et à sa crédibilité, permet à Faso Jigi d'obtenir un taux d'intérêt de 9 % au lieu de 12 % pour son programme de paiements anticipés.
- Une organisation paysanne autonome à plus de 85 % sur le plan financier.

Pour atteindre une telle performance, Faso Jigi a dû consolider ses assises tant au niveau de la vie associative que sur le plan administratif. Dans ce sens, un nouveau manuel de gestion administrative et financière a été élaboré en cours d'année. Le renforcement des conseils d'administration des sociétés coopératives est un autre objectif que s'est donné l'organisation.

3 Développement et soutien à l'approche filière

Au Burkina Faso, le *Projet d'appui aux filières bio-alimentaires* (PAFBBF) a permis de professionnaliser les filières bétail/viande, lait, karité et banane, en s'appuyant sur une approche inspirée de l'expertise de l'industrie agroalimentaire du Québec. À titre d'exemple, on note que de nouveaux joueurs font leur entrée dans le secteur de la boucherie et fournissent des découpes à valeur ajoutée. Le lait produit localement a ravi une part de marché à la poudre de lait importée. La filière banane est en pleine expansion, l'autosuffisance du pays étant passée de 50 % à 80 % en cinq ans. Ce sont quelques exemples des retombées observées et, même si elles ne sont pas directement et uniquement attribuables au PAFBBF, tous s'entendent pour dire que le projet a favorisé une plateforme intéressante pour la mise en place de filières dynamiques et davantage professionnelles.

Le travail auprès des filières peut prendre différentes formes. Les interventions visent nécessairement à favoriser la concertation entre les acteurs en renforçant les tables filières régionales et nationales. L'approche filière permet également de renforcer la production tant en terme de quantité, comme dans le cas de l'augmentation de la productivité de 30 % chez les producteurs de bananes, qu'en terme de qualité avec la certification biologique d'une part importante de la production de karité. Ces deux facteurs contribuent à augmenter le revenu des productrices et des producteurs tout en répondant à une part de plus en plus grande du marché.



4 Développement et soutien à l'élaboration et la mise en place de politiques agricoles

Comment développer son agriculture sans un encadrement législatif adéquat ? Les règles actuelles en matière de commercialisation des produits agricoles au niveau mondial et, pire encore, les propositions discutées à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), nous le rappellent à chaque jour. Il nous faut, tant à l'échelle nationale qu'internationale, des lois, des accords et des règles commerciales qui protègent et soutiennent les artisans et les artisans des agricultures nationales.

Heureusement, dans le monde agricole planétaire se dessine présentement un consensus autour d'un concept favorisant le développement des agricultures nationales, à partir d'un modèle d'entreprise familiale : « La souveraineté alimentaire ». UPA DI s'y inscrit et s'est directement associée à cette vague en cofondant le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ) avec ses partenaires de l'Afrique de l'Ouest en mars 2004.

Le *Programme de renforcement des capacités* (PRC) des organisations professionnelles agricoles des pays en développement au sein de la FIPA, a soutenu des initiatives visant un encadrement législatif plus favorable et des règles commerciales plus justes.

À titre d'exemples :

- Soutien à la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) de la Guinée Conakry dans sa réflexion sur les systèmes d'information sur les marchés.
- Plus largement, le soutien au Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), pour l'organisation d'un forum sous-régional sur la souveraineté alimentaire au Niger. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire Ouest-africaine (UÉMOA) ont été interpellées pour le rôle qu'elles pourraient et devraient jouer en ce sens sur la scène internationale.

Dans un esprit de concertation, la mise en œuvre du PRC au Canada profite de la collaboration de la Fédération canadienne de l'agriculture (FCA) et de Quebec Farmer's association (QFA).



5 *Rapprochement des productrices et des producteurs d'ici et d'ailleurs*

La coopération internationale est, d'abord et avant tout, une expérience interculturelle basée sur un échange et un partage de valeurs entre des personnes et des groupes. Quand UPA DI signe ses interventions de *Coopération de paysans à paysans*, il élève son « professionnalisme » au niveau de la « solidarité ».

Les manifestations de cette solidarité ne sont pas l'apanage d'un projet ou programme, mais elles inspirent et s'inscrivent dans chacune des interventions d'UPA DI: stages de formation au Québec *Viens marcher ma terre*, accueil à la ferme, intervention de producteurs experts sur le terrain, etc.

Une initiative d'un groupe de femmes de la Montérégie au Québec est fort évocatrice. Ces femmes impliquées dans la production et la transformation de plantes médicinales biologiques, et regroupées au sein d'*Uni-Vert*, ont décidé d'appuyer les productrices de bissap's biologique au Burkina Faso: « Des femmes et des fleurs, une histoire de cœur ».

Elles ont lancé une campagne de financement dont l'objectif est de recueillir les fonds nécessaires à l'achat, en Afrique, de vélos pour les productrices chargées de veiller au respect des normes biologiques d'une production annuelle de quelque 40 tonnes de bissap's par un regroupement de 800 paysannes. Uni-Vert a déjà fait un don qui a permis l'achat de 12 vélos.

Notons également la contribution de la Fédération de l'UPA de Saint-Jean-Valleyfield qui a versé les bénéfices de sa première « Soirée Reconnaissance » pour soutenir les activités d'UPA DI en Afrique de l'Ouest.

Enfin, des intervenantes et intervenants à UPA DI témoignent de leur expérience et de leur passion chaque année dans *La Terre de Chez nous avec Semences de solidarités* et dans d'autres publications du monde agricole, ainsi que sur différentes tribunes du Québec afin de susciter, pour ne pas dire contaminer, d'autres Québécoises et Québécois à se « mondialiser solidairement ».

En conclusion...

Voilà donc les cinq pièces maîtresses de la stratégie d'intervention d'UPA DI sur l'échiquier de la coopération internationale. Ces pièces sont en interrelation, voire en interdépendance.

Comment concevoir le développement de l'agriculture sans la conjugaison de ces grands axes qui s'articulent tant au niveau local que national et international, dans un concert de solidarité?



QUATRIÈME

Quatrième coup



Quelles priorités pour le monde?

(Dépenses annuelles en milliards de dollars)

Éducation pour tous	6
Achats de cosmétiques au États-Unis	8
Accès à l'eau et assainissement pour tous	9
Achats de crèmes glacées en Europe	11
Satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base	13
Achats d'aliments pour animaux en Europe et aux États-Unis	17
Achat de boissons alcoolisées en Europe	105
Consommation de stupéfiants dans le monde	400
Dépenses militaires dans le monde	780

Source: rapport du PNUD 1998.

Extrait de *Le G8, club de riches très contesté*, Gustave Massiah,
Manière de voir, Le monde diplomatique, juin-juillet 2004.

Coup nommé « Coopération de peuple à peuple » : les royaumes échangent et se solidarisent!



Ensemble la solidarité est un bien meilleur coup

Le Fou, en Cavalier, se fait damer le Pion, mais poursuit sa démarche vers la Tour afin de libérer la Reine pour sauver le Roi. Une stratégie qui compte sur les ressources et les efforts de tous les acteurs, agissant en synergie pour de meilleurs résultats, faisant la preuve que « la coopération est toujours possible ».

1 Une coopération à l'image des valeurs de la corporation

« Soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en développement. » (Mission d'UPA Développement international)

Nous retrouvons ici tous les principes qui traduisent les valeurs de UPA Développement international (UPA DI) et guident son engagement :

- Une vision : le développement durable d'une agriculture viable selon le modèle de la ferme familiale, pour une agriculture qui appartient aux artisans et aux artisans de la terre.
- Un contexte : dans des organisations fortes et démocratiques pour un engagement de tous et de chacune dans un mouvement de solidarité.
- Des outils : les systèmes collectifs de mise en marché pour contribuer à démocratiser l'économie.
- Un environnement : les autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture, particulièrement les questions de politiques agricoles et d'encadrement juridique.

Au cours de la dernière année, une évaluation externe du *Programme de développement social* (PDS) nous a amené à préciser notre façon de traduire nos valeurs en actions. C'est précisément dans une perspective d'affirmation de ses valeurs qu'UPA DI a adopté deux politiques qui guideront ses pratiques.

1.1 Politique en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes

Puisque la personne, avec ses besoins et ses aspirations, est au centre de tout développement, UPA DI s'est dotée d'une politique en matière d'*égalité entre les femmes et les hommes* (ÉFH). Deux objectifs principaux ont été retenus :

- Systématiser la prise en compte de la dimension égalité entre les femmes et les hommes dans le cadre des initiatives appuyées dans les pays d'intervention.
- Sensibiliser et outiller les partenaires des pays d'intervention dans le but de renforcer leurs capacités à intégrer la dimension ÉFH dans leurs objectifs et activités.

Cette politique vise à ce que le rôle et la contribution des femmes soient reconnus tant au niveau de l'entreprise familiale, qu'au sein des organisations paysannes et dans la communauté en général.



1.2 Politique agro-environnementale

Compte tenu des liens étroits existants entre l'agriculture et le milieu dans lequel elle s'exerce, UPA DI a mis de l'avant une approche environnementale basée sur la promotion de bonnes pratiques agricoles. Cette politique se concrétise dans la promotion de pratiques respectueuses de l'environnement et du milieu social.

Des préoccupations de viabilité technique et économique, tant au niveau de la production agricole locale qu'au niveau organisationnel et politique, s'inscrivent également dans cet énoncé. L'intégration de la politique dans l'ensemble de ses interventions, permettra certes à UPA DI de préciser et mieux documenter son approche.

*Note: Le texte intégral de ces deux politiques est disponible sur le site Internet d'UPA DI.
www.upadi-agri.org*

1.3 Évaluation et perspectives

Dans la poursuite de son appui aux partenaires du Sud, UPA DI a obtenu de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) un accord de financement pour son *Programme d'appui institutionnel* (PAI) dans le cadre du *Programme du secteur volontaire de l'Agence* (PSV). Ce renouvellement, d'une durée d'un an, permettra la réalisation d'une évaluation institutionnelle d'UPA DI. Cette évaluation servira à mieux définir le rôle que peut jouer UPA DI dans la coopération au cours des prochaines années et se traduira dans une proposition de programmation pluriannuelle.

2 *Une coopération de réciprocité à travers le Stage Québec Viens marcher ma Terre*

En 2006, dix-sept délégués, représentant douze organisations partenaires en provenance de huit pays, ont participé au stage *Viens marcher ma Terre*. La Fédération régionale de l'UPA de St-Jean-Valleyfield, la région hôte, a manifesté beaucoup d'enthousiasme et tout autant d'intérêt dans cette ouverture sur le monde. Les producteurs de la région ont même mené une levée de fonds, récoltant 5 000 \$ pour soutenir financièrement certaines actions d'UPA DI sur le terrain.

Dans la même veine de solidarité et d'échanges, le président de la Fédération s'est rendu au Bénin en février dernier afin de participer, avec des partenaires d'Afrique de l'Ouest, à une rencontre sur l'auto-financement des organisations paysannes. Et l'enthousiasme s'est maintenu puisque des membres de la Fédération ont récemment participé à une soirée d'échanges sur le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ), s'associant ainsi aux adhérents des autres continents qui luttent pour la reconnaissance de leur profession.

3 *Une coopération de reconnaissance avec le Concours famille-terre*

Grâce à la collaboration de la Fondation de la famille terrienne du Québec, qui célèbre cette année son 50^e anniversaire, UPA DI lance chaque année auprès de ses partenaires du Sud le Concours famille-terre. Il permet à la Fondation de partager ses valeurs avec les agricultrices et les agriculteurs d'ailleurs en valorisant, entre autres, l'engagement et la persévérance de familles agricoles ayant contribué au développement de l'agriculture de leur pays.



Neuf familles provenant de six pays étaient en liste pour l'obtention des prix cette année. Le premier, doté d'une bourse de 1 000 \$ CA, a été décerné à la famille BAHAR du Cameroun, le second, d'une valeur de 600 \$ CA, à la famille BONZI du Burkina Faso. Enfin, la famille NDIIOUFFÈNE du Sénégal a reçu le troisième prix, d'une valeur de 400 \$ CA.

4 Une coopération en Mouvement pour une agriculture équitable

Appuyée par les cinq fédérations spécialisées sous gestion de l'offre, par l'UPA et le *Programme de renforcement des capacités* (PRC), UPA DI a intensifié sa participation au Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ). Le concept de souveraineté alimentaire a largement dominé l'ensemble des manifestations de l'année et a permis le rapprochement avec d'autres grands réseaux, dont Via Campesina.

Au Québec, le concept est reconnu et cité comme catalyseur et rassembleur, notamment devant la Commission sur l'avenir de l'agriculture au Québec. Le MAÉ-MAÉ se distingue et rallie de plus en plus le monde agricole international, en particulier à partir des six droits qu'il propose comme fondements de la souveraineté alimentaire.

- En guise de contribution au MAÉ-MAÉ, UPA DI a organisé, avec ses partenaires canadiens, européens et du Sud, un forum sur la souveraineté alimentaire à Montréal.
- UPA DI a participé, au Mali, au forum sur le même thème organisé par Via Campesina et la Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP) du Mali.
- Avec ses partenaires d'Afrique de l'Ouest, UPA DI a contribué à l'organisation d'un autre forum sur la souveraineté alimentaire à Niamey au Niger.

Le MAÉ-MAÉ continue de défendre le modèle de la ferme familiale et soutient que l'action de la société civile peut contrecarrer la tendance actuelle menant à la disparition de ce modèle d'agriculture. Le concept de souveraineté alimentaire évolue vers la mise en place des politiques, notamment au Mali, premier pays à l'enchâsser dans une loi d'orientation agricole.

5 Une coopération en concertation avec des partenaires naturels : AgriCord

AgriCord est un regroupement d'organisations de coopération internationale œuvrant en agriculture et appartenant à des organisations agricoles membres de la Fédération internationale des producteurs agricoles (FIPA). Ce regroupement a été mis en place pour favoriser la concertation et maximiser l'impact des interventions en matière d'agriculture et de développement. AgriCord gère un fonds d'un peu plus de 50 millions d'euros, dont les principaux bailleurs sont les coopérations hollandaise, canadienne et suédoise, ainsi que le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA). Ces argents permettent la mise en œuvre d'actions concrètes sur le terrain avec des organisations paysannes partenaires du Sud.

UPA DI, dont le président est également président d'AgriCord, est un membre très actif de ce regroupement et plusieurs de ses interventions se réalisent en concertation avec d'autres membres.



6 Une coopération au sein de l'Alliance agricole

Rappelons que l'Alliance est formée du Centre canadien d'étude et de coopération internationale (CECI), de la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) et d'UPA DI.

Le travail de l'Alliance agricole a permis d'initier, au Mali, un certain nombre d'interventions :

- Le *Projet de compétitivité et diversification agricole* (PCDA) avec un financement de 1,5 million \$ US de la Banque Mondiale.
- L'Alliance participera à la mise en œuvre d'un programme d'appui et de développement de filières agricoles.
- Dans le cadre du *Projet d'appui aux jeunes entrepreneurs en agroalimentaire* (PAJEA), chaque membre de l'Alliance a développé ses activités et partage son expérience avec les autres membres.
 - Le CECI appuie la production de pommes de terre avec irrigation par motopompe et aménagement.
 - SOCODEVI appuie la transformation du sésame en huile, dans la région de Bamako.
 - UPA DI, en collaboration avec Faso Jigi et l'Office du Niger qui consacre 10 % de sa superficie pour les jeunes, appuie l'installation de jeunes producteurs de riz.

UPA DI assure présentement la présidence et la direction du comité technique responsable des appels d'offres pour l'Alliance. Dans les prochains mois, il y aura évaluation de la démarche depuis les débuts, ce qui permettra de tracer les perspectives d'avenir.

7 Et au sein de plusieurs autres coalitions...

7.1 L'Association québécoise des organismes de coopération internationale

Au cours de la dernière année, UPA DI est devenue membre de l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et a participé aux États généraux sur la coopération. En cette occasion, les organisations se sont positionnées par rapport à la *Déclaration de Paris*, signée par le Canada et les autres pays de l'Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE).

7.2 Le Groupe d'économie solidaire du Québec

Le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) est un regroupement de réseaux œuvrant ou soutenant l'économie sociale comme modèle économique alternatif. Il regroupe des représentants d'entreprises québécoises d'économie sociale, du Conseil québécois de la coopération et de la mutualité, des organisations de coopération internationale, des mouvements sociaux ainsi que du milieu de la recherche et des pouvoirs publics.

Le GESQ demeure un forum important pour renforcer la crédibilité d'UPA DI au Québec et son rayonnement international. Le MAÉ-MAÉ y est fréquemment évoqué comme un exemple de plaidoirie efficace pour une agriculture d'économie sociale principalement à travers la gestion de l'offre. UPA DI a participé au comité responsable de l'atelier sur *Mondialiser solidairement* du Sommet de l'économie sociale et solidaire qui a eu lieu en novembre 2007. La souveraineté alimentaire y a été évoquée à plusieurs reprises notamment à la plénière de clôture.



7.3 Le Forum Afrique Canada

Le Forum Afrique Canada (FAC), chapeauté par le Conseil canadien de la coopération internationale (CCCI), regroupe une quarantaine d'organisations canadiennes de coopération et leurs partenaires africains. Le FAC a pour objet principal de réfléchir sur les politiques d'aide canadiennes à l'égard de l'Afrique et sur les pratiques des intervenants canadiens.

Le symposium du FAC, en octobre 2006, a porté sur la *Déclaration de Paris*. Les membres du FAC ont dénoncé unanimement l'absence, dans cet énoncé, des sociétés civiles du Nord comme du Sud. En effet, la déclaration privilégie les États comme le canal quasi unique de la livraison de l'aide. La vision néolibérale mur à mur du développement, avec en toile de fond la croissance économique, était également fortement questionnée. Les travaux du FAC, comme les États généraux de l'AQOCI et autres tribunes auxquelles participe UPA DI, ont alimenté sa réflexion pour la production du dossier *Coûts après coups: échec et mat.com*.

7.4 Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire

Le Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire, également chapeauté par le CCCI, réunit des représentants d'organisations de coopération préoccupées par l'agriculture et la faim dans le monde. L'agriculture produit ou peut produire suffisamment de nourriture pour satisfaire les besoins de la population de la planète. Cependant, l'accessibilité pour tous n'est pas acquise, soit pour des raisons de mauvaise distribution, ou plus généralement d'absence de mécanismes et de volonté de partage de la richesse.

Le Groupe a réalisé un document sur *L'efficacité de l'aide aux petits agriculteurs en Afrique subsaharienne*. Il s'agissait de trois études de cas en Éthiopie, au Ghana et au Mozambique. Le groupe surveille également d'un œil critique la révolution verte proposée par la fondation Stronack. Avec la présence de plus en plus déterminante, pour ne pas dire imposante, de ces grandes fondations des Bill Gates de ce monde, ce pourrait-il que la menace au développement durable des populations provienne peut-être de l'aide elle-même?

8 Dans la perspective d'un monde meilleur...

Sur cet échiquier de la « coopération au développement », entouré d'acteurs aux expertises diverses et complémentaires, UPA DI tire son épingle du jeu et recherche l'harmonisation des efforts. Fort de ses assises solidement ancrées dans le monde agricole québécois, UPA DI établit des ponts dont les piliers sont les valeurs promues par la société canadienne, défendues et partagées par celles et ceux qui nourrissent le monde.

Une telle chronique dans un rapport annuel est certainement l'occasion de saluer et de reconnaître l'ensemble des partenaires et réseaux, tant au Nord qu'au Sud, qui permettent à UPA DI d'enrichir sa compréhension des enjeux internationaux et de faire en sorte que le milieu agricole québécois puisse apporter sa contribution à la culture d'un monde meilleur.



Des personnes ayant contribué à la coopération de paysans à paysans

Conseil d'administration

Laurent Pellerin, *président*

André Mousseau, *vice-président*

Annette Coutu

Michel Dessureault

Carmen Ducharme

Gib Drury

Richard Maheu

Équipe du personnel

Au Québec

André D. Beaudoin, *secrétaire général*

Marie-Christine Talbot, *directrice générale*

Claude Genest, *directeur administratif
et secrétaire-trésorier*

Paul Langelier, *directeur aux communications
et à la formation*

Martin Couture, *chargé de programmes*

Normand Jacob, *chargé de programmes*

Hélène Jollette, *chargée de programmes*

Gino Pelletier, *chargé de programmes*

Zamzam Akbaraly, *chargée de projets*

Tamari Langlais, *agente d'information
et de formation*

Carole Taschereau, *secrétaire de direction*

Julie Comeau, *technicienne administrative*

France Morin, *technicienne administrative*

Myriam Payant, *technicienne administrative*

Éric Cyr, *agent de projets (ressource UPA)*

Lisa Higgins, *technicienne comptable (ressource UPA)*

À l'étranger

Ursula Kohnen, *directrice du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM)*

Diadié Maïga, *directeur adjoint du Projet d'appui à la commercialisation des céréales au Mali (PACCEM) et chef d'antenne à Ségou*

Jean-Baptiste Zoma, *directeur du Projet d'appui aux filières bioalimentaires au Burkina Faso (PAFBBF)*

Martin Mailhot, *chef de Cellule du Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)*

Gaétane Fournier, *experte genre, formation et développement pour le Programme d'appui aux populations paysannes en Moyenne Guinée (PAPP)*



Consultants

UPA DI fait appel à des consultants pour la réalisation de mandats précis. Voici celles et ceux qui ont ainsi contribué à la coopération de paysans à paysans lors de la dernière année :

Eugenio Bayancela

Hugo Beaugregard-Langelier

Bernard Belzisle

Yves Dubois

Sylvain Dufour

Marie-Paule Faniel

Michel Gendreau

Claude Giles

Joanne Grignon

Pierre Jobin

Victor Larivière

Francine Marier

Geneviève Masson

Martha Perez

Jacques Petit

Jean-Luc Poirier

Pierre Rhéaume

Producteurs et conseillers experts ainsi que fermes hôtes

Pour que la coopération de paysans à paysans prenne tout son sens, UPA DI fait appel à des agricultrices et agriculteurs d'ici, membres de l'UPA, pour réaliser des appuis sur le terrain ou pour accueillir des stagiaires étrangers au Québec. Des permanentes ou permanents de l'UPA et autres organisations agricoles s'impliquent également avec UPA DI.

Producteurs et conseillers experts

André Bellerose, *El Salvador*

Gilles Cardinal, *El Salvador*

Ivan Hale, *Niger*

Armand Mousseau, *Guinée*

Eddy Proulx, *Bénin*

Roxanne Rémillard, *Burkina Faso*

Élisabeth Vachon, *Burkina Faso*

Fermes hôtes au Québec

Simon Halde et Jacqueline Audy

Francine Gingras et Jean-Claude Poissant

Roxanne Rémillard et Bruno Giard

Claude Lacoste

Patrice Schoune

Marcel Schoune

Michel Hébert

Gilbert Quesnel

Maurice Montcalm





Post-scriptum

Concurrence ou coopération

*N*ous vivons dans un monde qui, par idéologie, favorise la concurrence. Nous nous sommes convaincus que cet état d'esprit était sain pour le genre humain. Toutefois, cette compétition imposée est-elle vraiment saine ?

Actuellement, même la tricherie s'impose avec la concurrence. En fait, elle est presque devenue système: fraudes auprès des actionnaires, subventions déloyales, évasions fiscales et combien d'autres subterfuges. Nous avons parfois l'impression que la tricherie fait partie des règles du jeu. Au fond, cette façon de doper le monde n'est-elle pas la même qui encourage les athlètes à battre le système plutôt que leurs adversaires.

L'idée de concurrence est devenue tellement forte que même la démocratie fraye avec ses travers. Trafiquer un résultat ou ne pas en reconnaître un autre, même s'il est le fruit d'une consultation libre, fait partie des règles du jeu, non écrites.

Une chose est sûre, toutes ces attitudes vont dans le même sens. Tout ça parce que nous sommes allés trop loin dans la logique où celui qui gagne remporte tout. Avec cette vision du monde, c'est seulement lorsque le verre déborde que d'autres peuvent espérer avoir un peu d'eau. On va jusqu'à fermer les yeux sur une production de pavot en nette croissance, presque devenue le symbole de l'hypocrisie mondiale. Symbole également de notre incapacité à faire rêver les êtres humains, autrement que par une économie tout aussi artificielle que les hallucinations provoquées par l'opium.

Pourtant, à revisiter l'histoire, la coopération a toujours offert plus de perspective que la concurrence, à plus forte raison lorsque cette dernière est déloyale. Pourquoi ne pas imaginer une surface de jeu sur laquelle il ne serait plus nécessaire de tricher, et où l'échec et mat ne serait plus possible ?

Pourquoi ne pas suivre l'exemple de nos mères lorsqu'elles étaient confrontées à un glouton dans la famille ? Elle lui faisait couper la tarte et donnait d'abord le choix des morceaux aux autres enfants. Celui qui avait eu la tâche de la séparer était le dernier à se servir. C'est bizarre, il ne lui fallait pas beaucoup de temps pour arriver à placer son couteau de manière à offrir des portions égales à tous. Quelle est la mère qui apprendra aux gloutons de ce monde à manier convenablement le couteau ? Espérons que ce n'est pas la « mère morte »...

► Croissance

► Développement

► Alternative

► Groupe de Ginseng

La réalisation du rapport annuel, tel un jeu de société coopératif...

Les pièces maîtresses de ce jeu de la « coopération », qui n'en n'est pas un, ce sont nos partenaires et nos collaboratrices et collaborateurs. Ils se côtoient et se déploient au quotidien pour progresser sur l'échiquier du « développement ».

Occasionnellement de Racine, *le Groupe dit de Ginseng et coauteurs* :

- André D. Beaudoin
- Claude Giles
- Paul Langelier

De Longueuil, pour la justesse des mots, la correctrice et le correcteur :

- Sylvie Roy
- Marc-Olivier Gagné

De St-Damase, pour la beauté du décor, infographiste :

- Ginette Morneau, *Versicolore design graphique*

Nous tenons à adresser un remerciement tout spécial à mesdames Marlene Jennings, et Molly Kane, ainsi qu'à messieurs Dominique Caouette et Gérald Larose pour leur contribution au groupe de réflexion sur le dossier *Coûts après coups: échec et mat.com*. Sans que le présent rapport ne les engage personnellement, nous tenions à souligner leur précieux apport.

Pour tout commentaire :

UPA Développement international

555, boul. Roland-Therrien, bureau 020

Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone : 450 679-0540 poste 8844 ou 450 679-0530 pour extérieur du pays

Télécopieur : 450 463-5202 ou 450 646-4565

Courriel : upadi@upa.qc.ca

Pour complément d'information, visitez notre site :

<http://www.upadi-agri.org>

*ou visionnez le DVD
qui vous est offert avec
le présent rapport.*



Un tableau comme un miroir

Mission d'UPA Développement international (UPA DI) : Soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de mise en marché des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en développement.		AXES D'INTERVENTIONS				
		Appui au développement des organisations paysannes	Soutien au développement de la production et à la mise en place de systèmes collectifs de mise en marché	Appui à l'approche filière	Soutien à l'élaboration et la mise en place de politiques agricoles	Rapprochement des productrices et des producteurs d'ici et d'ailleurs
PAYS	PARTENAIRES					
AFRIQUE DE L'OUEST	Réseau des organisations paysannes et des producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)				X	X
	Le Réseau des chambres d'agriculture d'Afrique de l'Ouest (RÉCAO)				X	X
BÉNIN	Groupement des exploitants agricoles (GEA)	X			X	X
	Fédération des unions de producteurs du Bénin (FUPRO)	X			X	
BURKINA FASO	Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)	X	X		X	X
	Union nationale des producteurs de coton au Burkina Faso (UNPCB)	X			X	X
	Associations composant les filières lait, banane, karité et bétail/viande	X	X	X	X	X
CANADA ¹	L'Union des producteurs agricoles (UPA), différentes fédérations régionales et spécialisées ainsi que le mouvement agricole en général					X
	Groupement de fédérations spécialisées au sein de l'UPA, associées à la gestion de l'offre (GO5)		X		X	X
	Fédération canadienne de l'agriculture (FCA)					X
	Quebec Farmers' Association (QFA)					X
CÔTE D'IVOIRE	Association nationale des organisations professionnelles agricoles de Côte d'Ivoire (ANOPACI)	X			X	X
CHILI	Instituto de educacion rural (IER)		X			X
EL SALVADOR	Central cooperativa agropecuaria (CCA)	X	X		X	X
GUINÉE	Fédération des paysans du Fouta Djallon (FPFD)	X	X		X	X
	Confédération nationale des organisations paysannes (CNOP)		X		X	X
HAÏTI	Village de l'espoir	X	X			
MALI	Faso Jigi	X	X		X	X
	Assemblée permanente des chambres d'agriculture du Mali (APCAM) et Baabahuu Jici	X	X		X	X
	Coordination nationale des organisations paysannes (CNOP)	X			X	
	Association des organisations professionnelles paysannes (AOPP)				X	X
	Office du Niger		X			
NIGER	Animation pour la promotion de l'entraide aux initiatives locales en zones pastorales (APPEL-ZP)	X	X			
	Fédération des coopératives maraîchères du Niger (FCMN)	X	X			
SÉNÉGAL	Fédération des périmètres autogérés (FPA)	X	X		X	X
	Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM)	X	X		X	X
	Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA)	X	X		X	

¹ Au Canada, UPA DI collabore avec de nombreux autres partenaires et réseaux sur différentes facettes de sa programmation : Centre d'étude et de coopération internationale (CECI), Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI), les Oeuvres du Cardinal Léger (OCL), Tecsalt, Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), Forum Afrique Canada (FAC), Groupe canadien de réflexion sur la sécurité alimentaire, Secrétariat à l'aide internationale du Québec (SAIQ) et autres. Il collabore également avec des partenaires sur la scène internationale, notamment avec AgriCord et le Mouvement pour une agriculture équitable (MAÉ-MAÉ).